



L'impossible Communauté des "cinq"



Après la rencontre de Courmayeur entre Saragat et de Gaulle, où le Président de la République Française a reparlé de l'Europe européenne, un quotidien italien, soulignant la gravité des récentes divergences entre la France et les autres Pays de la Communauté, se demande: « Une Communauté à cinq où règnerait un parfait accord ne vaudrait-elle pas mieux qu'une Communauté à six contrainte de subir périodiquement des ultimatums et de se débattre dans des crises perpétuelles? ».

Non, la Communauté à cinq serait une grosse erreur.

Au fond qu'a donc dit de si grave le général? Il a rap- pelé ce que savent les écoliers en possession d'un atlas, que les frontières de l'Europe vont de l'Atlantique à la Mer Noire. Cette déclaration doit-elle être entendue comme une dénoncia- tion politique et juridique des engagements qui lient la France aux Pays de la Communauté? Nous ne le pensons pas. Le Tra- tés de Rome dit que la Communauté « reste ouverte aux autres nations qui veulent sincèrement y participer pourvu qu'elles

soient inspirées des mêmes idéaux ». On peut se demander (même si cette question peut sembler paradoxale) où il y a plus d'attachement sincère et profond pour l'Europe, derrière l'absurde rideau de fer ou dans les pays libres?

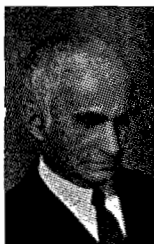
Quand cet été les Roumains coururent anxieusement de Rome à Paris et de Paris à Londres et Bonn, pour conclure des accords commerciaux, hors du contrôle exercé par le COMECON, cette audacieuse manoeuvre économique qui ne pouvait manquer d'avoir des répercussions politiques, n'était-elle pas, en réalité, de l'européisme en acte?

Tous les pays derrière le rideau, qu'on appelle aujourd'hui des pays communistes, n'ont pas choisi de leur propre volonté cette forme de gouvernement. Et l'Occident est plus responsable qu'eux de la situation dans laquelle ils se sont trouvés à la fin de la dernière guerre, quand ils ont été « cédés » à Staline, en un tournemain, par Churchill et Roosevelt, sans avoir été consultés, au mépris des droits de l'homme et de l'indépendance des peuples, si éloquemment mais si vainement formulés par la Charte Atlantique.

Gregoire Gafencu, disait: « L'Europe ne peut pas naître à une vie nouvelle à l'Ouest si elle meurt à l'Est » et il ajoutait: « Nulle part le mot Europe n'a une résonance plus forte et plus émouvante que dans les pays de l'Est. L'idée de l'unité européenne contient pour toute une moitié du continent comme une promesse de paix et partant de libération ».

Laissons donc de Gaulle insister sur la juste formule de l'Europe européenne, jus- qu'aux frontières avec l'URSS, de l'Europe qui ne s'arrête pas à Vienne ou Budapest.

Quant à nous, nous pensons que de Gaulle voit l'Europe vraie; vision du timonier qui voit loin parce qu'il veut aller loin. La vision des hommes qui écrivent l'histoire des peuples.



LUIGI EINAUDI
 (Président de la République Italienne
 de 1948 à 1955)

Petit historique du Mouvement Européen

- 1918 *Luigi Einaudi* dans une lettre ouverte aux journaux propose l'édification d'une *Europe unie*.
- 1922 *Coudenhove-Kalergi* dans une lettre ouverte aux journaux propose une *Union Pan-européenne*.
- 1923 *Coudenhove-Kalergi* publie sur le même sujet le livre « Pan-Europe » Grand succès. Il est soutenu par *Benès, Stresemann, Edouard Herriot*.
- 1926 Des économistes et hommes d'affaires proposent la constitution de l'*Union Economique et Douanière Européenne*.
- 1927 Le ministre français *Loucheur* propose la création du *Cartel Européen Charbon-Acier-Céréales*.
- 1929 *Aristide Briand* propose le 7 septembre à la Société des Nations la constitution des *Etats-Unis d'Europe*. (Il meurt malheureusement en 1932 et son projet avec lui).
- 1930 A la *Société des Nations*, le 16 septembre, première réunion de la *Commission d'Etudes pour l'Unité Européenne*.
- 1939-45 *Londre*: naissance du *Bénélux*.
- 1946 A *Hertenstein*, en août, première réunion de ce qui sera l'*Union Européenne des Fédéralistes*.
- 1947 A *Zurich*, le 1er septembre, *Churchill* qui n'est plus au pouvoir, propose la création des *Etats-Unis d'Europe* en instituant un *Conseil de l'Europe*.
 A *Montreux*, en août, déclaration de l'*Union Européenne des Fédéralistes*.
 A *Londres*, constitution du *Comité International pour les Etats socialistes d'Europe*. (actuelle « *Gauche Européenne* »).

Se fondent, pour donner le MOUVEMENT EUROPEEN:

- Mouvement Europe Unie (inspiré par Churchill);
- Conseil Français pour l'Europe Unie (inspiré par E. Herriot);
- Ligue Européenne de Coopération Economique (inspirée par Van Zeeland);
- Nouvelles Equipes Internationales (démocrates-chrétiens);
- Union Parlementaire Européenne
- Comité International pour la Coordination des Mouvements d'Unité Européenne.

- 1948 Le COMITE INTERNATIONAL POUR LA COORDINATION DES MOUVEMENTS D'UNITE EUROPEENNE convoque le CONGRES DE LA HAYE (7-10 mai).
 Octobre: la plupart des Mouvements d'Union Européenne se fédèrent pour former le MOUVEMENT EUROPEEN (sauf l'Union Parlementaire et la « Gauche Européenne »).

Aspects politiques et économiques de l'Europe Sud - Orientale (BALCANIA)

Si l'unification européenne n'est toujours pas facile à réaliser, si bonne partie de ses problèmes restent encore dans la voie d'une élaboration lente et difficile, l'aspect politique, nous voulons dire européen, en Europe sud-orientale, est encore plus incertain et compliqué.

Un de nos lecteurs, M. E. Misura nous envoie un aperçu historico-politiques à propos de l'Europe sud-orientale.

Comme « tribune libre » de l'euro-péisme, nous le publions volontiers. D'autant plus que M. Misura affronte un problème des plus graves et dont on a peu parlé: celui des impérialismes mineurs, reflet odieux des grands impérialismes. C'est un vaste problème qui concerne les populations dites minoritaires, contre lesquelles on entreprend de véritables croisades punitives, et qui ne parviennent à survivre que grâce à d'héroïques sacrifices, en cherchant à sauver leur langue, leur religion, leurs coutumes.

Sur ce sujet, que le monde croyait bien enseveli et oublié après la chute de l'empire austro-hongrois, nous reviendrons dans ces colonnes. Il est inconcevable qu'au siècle qui a donné la liberté totale et l'indépendance aux peuples de couleur de l'Afrique, on tolère encore au coeur d'une Europe en progrès incessant, que des Roumains ne puissent ni parler ni lire en roumain, que des Croates soient persécutés par leurs propres compatriotes parce qu'ils sont catholiques etc..., et nous pourrions citer quantité d'autres exemples.

Et voici l'article en question.

Une Fédération Balkanique ?

La situation orographique et hydrographique déterminée par la chaîne montagneuse des Balkans et les événements historiques a facilité, en Europe sud-orientale, des infiltrations réciproques de populations, provoquant l'existence, dans les régions, vallées et montagnes, de peuples d'origines ethniques diverses, ayant des usages, des coutumes, des idiomes variés.

Le règlement de leur situation, sur la base du principe de nationalité, entrepris après la pre-

mière guerre mondiale, n'a pas entièrement satisfait tous les peuples et a favorisé l'apparition de nouveaux impérialismes. Malheureusement, des processus de dénationalisation sont en cours, depuis la fin de la dernière guerre, avec des méthodes plus radicales et efficaces que celles qu'avait pu inventer pendant des siècles la domination turque.

En réalité, après quatre cents ans de domination ottomane, la vieille Grèce, jusqu'au 39^{ème} parallèle, l'Hellade, a survécu, encore que contaminée pour la race et le sang par la polygamie

pratiquée largement par les Turcs. Ce qui est également vrai pour d'autres populations de cette zone qui n'ont pu bénéficier du naturel isolement que pouvait leur assurer le voisinage de montagnes difficilement franchissables.

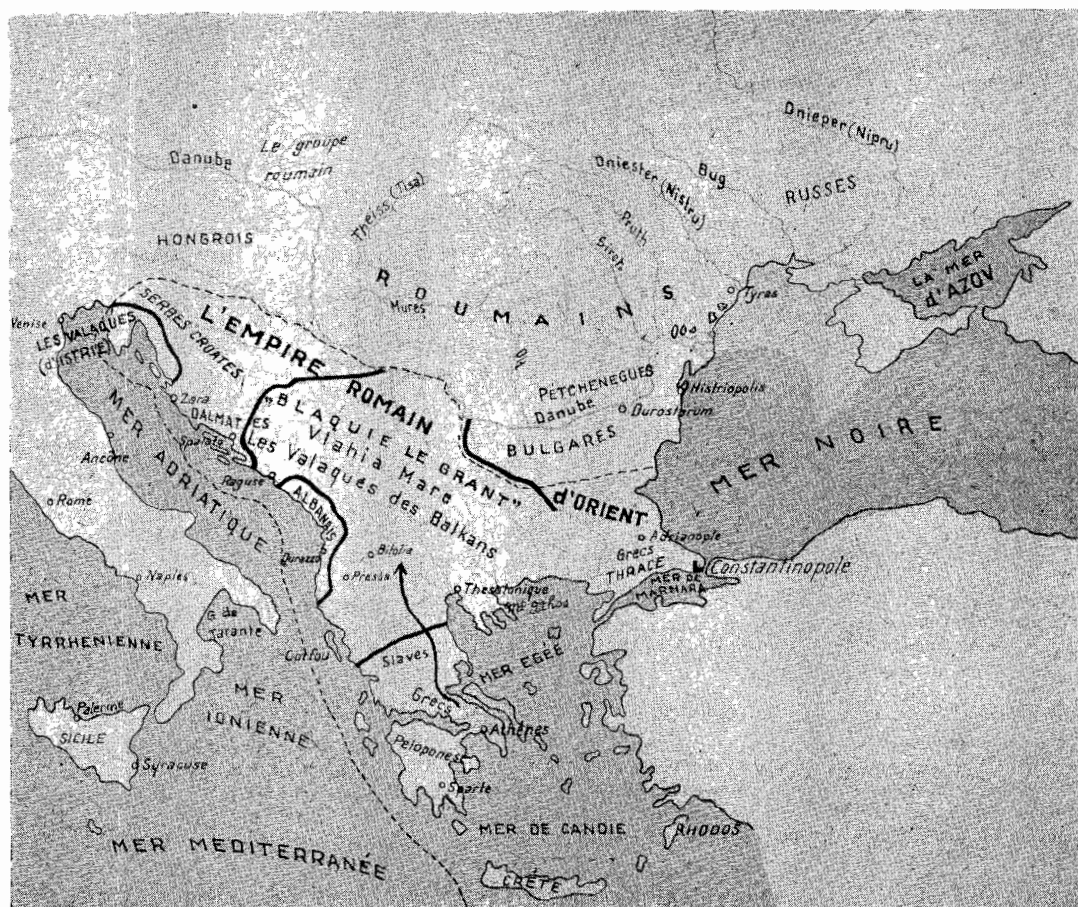
La religion n'a pas joué un grand rôle. Quand fut adoptée, par contrainte, la religion musulmane, il y eut d'étranges assimilations, avec des répercussions dans les coutumes locales, telle, par exemple, la polygamie pratiquée chez les Albanais, les Slaves, les Bulgares, les Roumains.

Limités furent également les effets du catholicisme, exception faite pour les Croates qui occupaient l'Illyricum d'accord avec les Roumains. Plus tard Venise domina la Dalmatie pendant des siècles.

L'Orthodoxie par contre sauva les Slovènes et les Serbes, les Bulgares et les Roumains qui dépendaient de Constantinople et d'Athènes, soit en raison d'événements historiques particuliers, soit en tant que catholiques.

La grande région musulmane d'Europe est encore la Thrace, province turque, jusqu'à hier encore appelée Romélie, ayant pour chef-lieu Constantinople, la vieille Byzance grecque, romanisée quand Constantin voulut y transférer la capitale de l'Empire.

Mais cette région européenne est-elle habitée par une population authentiquement turque du point de vue ethnique? N'est-il pas plus probable qu'il s'agisse de populations romaines et grecques musulmanisées par contrainte, en raison de la présence de la Grande Porte à partir de 1453? On peut se demander pourquoi les Grandes Puissances voulurent, après la disparition de l'Empire Ottoman, que les ennemis de toujours, qui menacèrent pendant des siècles la civilisation européenne, gardent un



pied en Europe et pourquoi, au contraire, elles n'ont pas assigné à la Grèce, au moment de l'échange de populations grecques et turques, la Thrace entière, y compris Constantinople. Il y aurait aussi la possibilité d'une Constantinople citée internationale (quel essor commercial n'aurait-elle pas atteint, pour le plus grand bénéfice de tous, y compris la Turquie asiatique!). Il y aurait eu un pont jeté vers le Moyen Orient, rôle auquel aspire Beyrouth laquelle, toutefois, est beaucoup plus éloignée géographiquement. Imaginez l'industrialisation qui serait possible aujourd'hui dans une Thrace autonome, favorisée d'une agriculture prospère grâce au caractère ingénieux et laborieux des Grecs! D'autant plus qu'un libre retour de ces

populations gréco-romaines à leur religion originaire, les aurait légitimement rattachées à leur histoire.

En vue de l'unification européenne, une organisation politique sur des bases régionale et fédératives pourrait donner des fruits bien plus féconds que les états nationaux, aujourd'hui dépassés. Les autonomies administratives, dotées d'un développement culturel et religieux qui leur est propre, selon les principes universels des droits de l'homme, stimuleraient également toutes les forces locales en les acheminant vers un développement économique harmonieux et vers l'amélioration du niveau de vie, en opposition aux concentrations industrielles forcées, non

naturelles, comme celles de la Grèce.

Des Lander qui s'administreraient eux-mêmes, pour ne pas dire qu'ils se gouverneraient, pourraient être: le Péloponnèse, l'Hellade, l'Epire, l'Albanie, la Macédoine, la Thrace, la Romélie (Constantinople), les régions bulgares, la Serbie, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine, la Dalmatie, la Slovénie, réunies en une Fédération des Balkans ou Balkanique, ayant pour capitale, en raison de sa situation géographique favorable, Athènes; ce serait la formule idéale qui pourrait faciliter la solution de nombreux problèmes qui tiennent actuellement en suspens des hommes et des régions dont les intérêts sont en contraste.

Echec à Bruxelles

L'EUROPE VERTE MET L'EUROPE EN CRISE

Une crise grave vient de s'ouvrir en ce début d'été pour le Marché Commun, et pour l'Europe. A Bruxelles, le 30 juin, les négociations en cours à propos du Marché agricole européen, ont été rompues. Le « pool vert » a toujours été, en effet, de façon assez paradoxale, l'un des principaux écueils, sinon le principal, de l'entente entre les Six. Le paradoxe n'est d'ailleurs qu'apparent: l'Europe industrielle est née récemment, les structures, l'équipement des divers Pays se sont constitués à peu près en un siècle et de façon relativement unitaire; les cadres, les financements, la formation de la main d'oeuvre bénéficient des échanges et des collaborations. Mais il en va tout autrement, en matière agricole. Une industrie se transforme aisément. Il suffit de quelques années pour former des ouvriers spécialisés. Au contraire, la production agricole est conditionnée par le climat, les sols, les conditions de la propriété, l'existence d'une classe paysanne qui ne s'improvise pas, n'est pas formée professionnellement, est traditionnellement immobile et conservatrice; l'agriculture est donc, dans l'économie d'un pays un instrument lourd et peu maniable.

C'est sur la France que les cinq autres partenaires rejettent la responsabilité de l'échec et c'est en effet M. Couve de Murville qui a provoqué l'interruption des négociations en disant: « Je constate qu'il y a autant d'opinions que de délégations. Dans ces conditions, je me demande si le mieux ne serait pas d'interrompre nos délibérations ». Mais la délégation française à son tour, déclare que c'est l'opposition de La Haye et de Rome

La crise déterminée par le retrait des Français à Bruxelles est grave. On veut espérer qu'elle trahit, plutôt qu'une impossibilité d'entente, le malaise provoqué par la conscience — sans doute exagérée — que certains partenaires de la Communauté ont de leurs propres faiblesses, et qui leur fait tourner les yeux vers l'Amérique comme vers l'unique soutien qui leur permettra de survivre.

M. Erhard, obsédé par la réunification de son pays, est plus atlantique qu'euro-péen; les Pays-Bas regrettent d'être séparés de l'Angleterre; la Belgique est intérieurement divisée entre Flamands et Wallons; l'Italie menacée par le communisme, et tourmentée par les difficultés financières, cherche en tâtonnant sa voie; et le général de Gaulle voit loin, un peu trop loin peut-être au goût de ses partenaires qui doivent affronter des problèmes de petite envergure.

Souhaitons, dans ces circonstances, que la Commission Hallstein fasse preuve d'autant de virtuosité diplomatique que technique et qu'elle sache ramener autour de la table des débats les délégations au grand complet des Six.

à ses propres vues, qui a déterminé la rupture.

D'où venait le désaccord? Interrogés par les journalistes, M. Couve de Murville, a déclaré que « la France constatait que les en-

gagements pris n'ont pas été tenus » et que l'absence d'accords sur la question du financement rendait caducs tous les arrangements précédemment conclus. « Etant donné la place importante que tient l'agriculture dans notre économie — a-t-il précisé — nous ne pouvons pas accepter de nous laisser entraîner à fixer des prix agricoles en hausse, sans savoir comment la politique agricole sera financée ». En acceptant la politique commune et l'unification des prix agricoles, la France a en effet mis le doigt dans un engrenage avantageux pour ses paysans, mais dangereux pour son économie générale. Elle n'a consenti à s'engager dans le processus inflationniste de relèvement de ses bas prix agricoles pour les rapprocher de ceux pratiqués dans les autres Etats membres, que dans la mesure où elle croyait pouvoir être certaine de pouvoir partager avec ces Etats la charge financière accrue du soutien des marchés agricoles conformément au principe de la réglementation financière de janvier 1962. L'existence d'un Fonds européen de garantie et d'une réelle solidarité financière entre les Six pour l'écoulement des excédents peut seule empêcher les Etats non agricoles de pratiquer des politiques de prix élevés: or, à Bruxelles, semble-t-il, les modalités du financement envisagées pour la période 1965-70 n'ont pas paru suffisamment sûres à la France.

M. Fanfani, résolument optimiste malgré tout a déclaré qu'« après tout le 30 juin 1965 n'est pas l'An Mille » et nous partageons d'autant plus volontiers cette opinion courageuse que nous ne nous étions jamais fait

d'illusions sur la facilité des accords: l'Europe verte n'est pas encore au feu vert, et nous avons dit à maintes reprises dans ces colonnes que le problème le plus ardu de l'Europe unie était, à nos yeux, le problème agricole, qui doit concilier des intérêts presque partout divergents. Le jour où, cependant, les transports se seront multipliés à travers l'Europe; le jour où les recherches de marché auront fait de tels progrès qu'il suffira de quelques minutes pour savoir à quelles demandes doivent répondre les offres; le jour où une organisation bureaucratique unitaire simplifiera toutes les formalités, où les barrières douanières ne seront plus qu'un souvenir, alors l'agriculture, à son tour, sera dotée d'une agilité et d'une liberté d'action qui lui permettront de servir non plus seulement les besoins et les intérêts restreints d'une région, mais ceux d'un continent entier qui englobera tous ses problèmes pour les résoudre au bénéfice commun.

A. P.

M. Brandt propose, à Rome ...

Un Secrétariat Européen

Dans les derniers jours de juin deux événements ont fait revenir les questions européennes au premier plan de l'actualité: la visite de M. Willy Brandt à Rome et la réunion des ministres des Affaires Etrangères des Six à Bruxelles. La visite du maire de Berlin en Italie présente elle-même deux aspects: l'un qui intéresse la politique intérieure italienne — et l'un des principaux quotidiens de la Péninsule parle à ce propos « d'une médiation de Brandt pour l'unification des deux partis socialistes italiens —, l'autre la politique extérieure, puisque le visiteur allemand a longuement exposé ses vues sur la question européenne et sur celle de la réunification allemande au cours d'une conférence dont rend compte, en particulier le quotidien romain « *Messaggero* » du 29 juin. Parmi les propositions faites par M. Brandt il faut surtout relever celle qui concerne la création d'un « Secrétariat européen qui, dans l'état actuel des choses ne serait pas investi de pouvoirs supranationaux mais aurait un rôle de coordination et de programmation politique et servirait d'instrument d'information et de consultation constant entre les gouvernements des Six ». M. Brandt a également insisté sur la nécessité de rapprocher autant que possible la C.E.E. de l'A.E.L.E. et de développer les liens entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe orientale.

N'oublions pas que la Russie Soviétique:

- ▽ maintient l'Europe divisée et opprimée;
- ▽ surveille le mur de Berlin;
- ▽ domine les Balkans;
- ▽ tient la moitié de l'Allemagne sous la tyrannie slave ...
- ▽ ... de même que la Roumanie et la Hongrie;
- ▽ contraint l'Autriche et la Finlande à observer une neutralité servile;
- ▽ empêche l'Europe de retrouver son rôle politique autonome;

Le Ier Congrès Mondial de Marketing

NEW YORK 14 - 16 juin 1965

Les 14, 15 et 16 juin 1965, dans les salons du New Yorker Milton, s'est tenu le Ier Congrès Mondial de «Marketing» en coïncidence avec le cinquantenaire de l'Association de Marketing américaine, AMA. Les délégués, de diverses parties du monde, se montaient à environ 2.000. Au cours des 32 sessions ont pris la parole 135 orateurs qui ont abordé les divers aspects du Marketing et les problèmes qui se rattachent, présents et futurs, à cette nouvelle « technique » qui devient de plus en plus une « science » des prévisions de marché, des techniques modernes de la distribution, à laquelle l'Europe d'aujourd'hui doit déjà grande partie de son activité et dont l'Europe Unie de demain aura plus que jamais besoin.

Le Congrès a remporté un vif succès dont le mérite revient en grande partie à ses organisateurs, et particulièrement au président de la Commission américaine, M. John Maloney, qui a, une fois de plus, donné preuve de l'expérience et de la compétence qui lui valent déjà de diriger le fameux *Reader's Digest* distribué tous les mois dans le monde à 25 millions de lecteurs.

* * *

On sait qu'un marché vaut davantage qu'une usine parce qu'il est « facile de produire et difficile de vendre ». Pour éviter des surprises désagréables, chaque industrie, avant de naître doit savoir quelles possibilités lui offre le marché. Et, pour connaître le « marché » on étudie les statistiques, on fait des « prévisions », sur la base des « tendances », et l'on enquête sur les goûts du consommateur en sondant l'opinion publique par la méthode de l'« échantillon », connue aussi sous le nom de méthode Gallup.

Après la guerre, la Production européenne était tombée très bas, l'équipement industriel ayant été détruit par les bombarde-

ments et les combats. Lentement grâce au labeur ardu des peuples européens, avec l'aide des américains, peu à peu la reconstruction a été réalisée et au bout de dix ans on pouvait dire qu'elle était arrivée à un très haut niveau, avec un outillage moderne et capable de concurrencer même l'industrie américaine sur les marchés mondiaux.

On ne pouvait en dire autant, malheureusement, de la *distribution*, encore effectuée selon de vieilles méthodes, à travers des « canaux » dépassés, par des systèmes surannés et donc peu productif. Les prix de revient arrivent au consommateur triplés ou au minimum doublés. En bref, la distribution est encore excessivement coûteuse, la publicité est restreinte, la présentation et les emballages ne sont pas adaptés aux goûts des consommateurs. Les recherches de marché sont généralement ignorées, ou ne sont pratiquées que par quelques industries pétrolières et chimiques américaines.

Vingt ans plus tard

Vingt ans après la guerre, la situation a toutefois changé. Depuis dix ans environ, on a fait également des progrès dans le secteur de la distribution. Des « Supermarkets », des « self-services », des confections et des emballages modernes, la publicité : toutes les ressources sont mises en oeuvre, sans oublier les concours, les primes à la vente dont l'Europe fait à son tour grand usage. Mais il y a encore beaucoup à faire pour en arriver vraiment à une production de masse, à une distribution de masse.

C'est pourquoi, en Europe, on tend à se servir du mot « marketing » pour dire distribution, mais dans le sens de « nouvelles méthodes de distribution », autrement dit, « méthodes modernes de distribution », plus effi-

caces, plus productives, avec, pour conséquences une *réduction des prix de revient* de distribution, obtenue grâce à la *Marketing Research* préalable, afin de connaître, à l'avance, le marché présent, futur et potentiel.

Plus que jamais, aujourd'hui, ces problèmes sont d'actualité pour le Marché Commun et pour l'Europe Unie en général. Les industriels, qui utilisent cette recherche devraient apporter plus d'attention à cette technique qui est presque une science. Arriver à ravitailler le marché pour dix ans, à l'avance, en ne commettant que des erreurs qui ne vont pas au delà de 3,5%, est véritablement une opération presque magique. Utiliser le *Marketing Research* c'est se servir d'une nouvelle boussole pour mieux naviguer sur les eaux mouvementées du commerce mondial.

Il existe, en Europe, diverses associations qui ne poursuivent aucun but de lucre, ayant pour tâche de promouvoir la formation de techniciens et l'usage de telles techniques. En Europe continentale, l'Association italienne (750 membres) et l'Association Française (550 membres) sont les plus fortes, les mieux organisées quant à l'activité et au niveau des conférences, des cours, de revues.

Toutes les associations d'environ 20 Pays sont réunies dans la Fédération Internationale de Marketing qui a été fondée à Rome, a son siège à Zurich, son secrétariat à Londres et sa présidence aux USA, actuellement en la personne de M. Donald Longman. Elle organise des congrès, des séminaires (le dernier a eu lieu à Rome, en avril 1965) et des réunions dans divers pays du monde.

L'Association américaine compte 12.000 membres. Elle a fêté son cinquantenaire, tandis que l'association italienne n'a que 10 ans et a eu pour président, de sa naissance jusqu'à ce jour, le

A L'INSTITUT DE PERFECTIONNEMENT DES ETUDES EUROPEENNES A ROME

Le 13 juillet, à Rome, à l'Institut de perfectionnement des Etudes européennes, palais Santacroce, a eu lieu une conférence qui a soulevé un problème aussi actuel que délicat: l'émigration des mineurs dans les Pays du MEC.

C'est l'Association Nationale des Familles des Emigrés (ANFE) qui a dénoncé les proportions inquiétantes prise, ces dernières années, par l'émigration des jeunes gens de moins de 18 ans dans les grandes villes de la Communauté.

La Présidente de l'Association, On.le Maria Federici, avait déjà mené sur ce grave problème une enquête approfondie.

Il s'agit de jeunes gens qui n'expatrient pas avec leur famille, mais qui isolés, dépourvus de qualification professionnelle, de contrat de travail et munis uniquement de leur carte d'identité s'aventurent, sous prétexte de tourisme, dans les régions de haute concentration industrielle, sans avoir la possibilité d'y être dûment encadrés.

On comprendra toute la gravité du problème si l'on précise que ces jeunes gens proviennent généralement de zones agricoles sous-développées où ils n'ont pas pu suivre des cours de formation professionnelle ni même, bien souvent, fréquenter l'école élémentaire avec profit et qui vagabondent, soustraits à l'autorité paternelle dans des pays dont ils ne comprennent pas la langue et ignorent les usages.

On imagine aisément les risques auxquels ils se trouvent ainsi exposés. C'est pourquoi l'ANFE a voulu étudier de près les conditions dans lesquelles ils se trouvent avant d'affirmer comme elle l'a fait par le truchement de sa présidente, On.le Federici, à la conférence de presse du palais Santacroce, que ce type d'émigration doit être attentivement contrôlé.

La liberté d'émigrer est sanctionnée par la Constitution italienne, mais soumise par la loi à certaines conditions.

L'On.le Federici a souligné que ces conditions sont, à l'heure actuelle l'accomplissement du service militaire pour les hommes, et, pour les deux sexes, la fréquentation de l'école obligatoire.

La discussion qui a eu lieu après la conférence a mis en évidence la délicatesse de l'argument car si l'on ne peut, d'une part, borner la liberté individuelle, il est clair que lorsqu'il s'agit de mineurs sont engagés à la fois la responsabilité de la famille et de l'Etat, d'autant plus que ce genre d'émigration ne relève pas de motifs économiques qui la justifieraient et qui, du reste, motivent de la part des organes responsables, une activité de contrôle et d'assistance dans ce cas inexistant.

L'ANFE a pris la décision de porter ce problème à l'examen du Parlement.

La Commission des Pays d'Europe Centro - Orientale

Au cours d'un récente réunion, à Paris, le 21 juin dernier, des remaniements ont été apportés à la composition de la Commission pour les Pays d'Europe Centrale et Orientale du Mouvement Européen.

Créée, comme on sait en 1949 sous le nom de Section des Pays de l'Europe Centrale et Orientale, à Londres, la Commission était alors présidée par Sir Harold Macmillan et avait pour rapporteur Général Sir Edward Beddington Behrens.

Au cours de la réunion parisienne, des rapports ont été présentés par MM. John Pomian et Pavel Tigrid et, parmi les modifications apportées à la composition de la commission, nous nous permettons de signaler la nomination, à titre de nouveau membre, du fondateur et directeur de notre revue, dott. C. Dragan.

Pour la circonstance, M. C. Dragan a cru opportun d'attirer l'attention du Président du Mouvement Européen, M. Etienne de La Vallée Poussin, de M. John Pomian et des membres de la Commission en général, sur l'importance de la République Moldave créée en 1940, à la suite de l'invasion par les troupes russes de la partie orientale du Pays qui couvre une étendue presque égale à celle de la Suisse, avec une population de 3.172.000 d'habitants. Il s'agit donc d'une république plus importante que la République Arménienne qui n'a qu'une superficie de 29.800 kms.2 pour 2.007.000 habitants.

M. C. Dragan a donc souligné que la République Moldave devrait être représentée au sein de la Commission au même titre que les Pays Baltes particulièrement au moment où ont lieu, dans cette région, des déportations massives de la part des autorités soviétiques. Il ne faut pas oublier, a signalé encore le dott. Dragan, que cette frontière européenne a été la première envahie, en 1940, avant que n'éclatât la seconde guerre mondiale.

prof. G. Tagliacarne, connu dans toute l'Europe, pour vice-président le Dr. J. C. Dragan, qui l'a représentée au Congrès Mondial de Marketing de New York, en exposant dans son « speech », le point de vue des opérateurs européens.

L'Europe Unie qui commence débute comme nous le voyons

par l'économique et les Européistes ne doivent pas négliger, pour la réalisation d'une Europe meilleure, de dimensions continentales, l'importance du « Marketing », en tant que méthode meilleure, nouvelle, pour l'économie de demain.

J. C. D.

Karl Marx

contre les Russes

Le Comité central du komso-mol (Jeunes Communistes) de l'U.R.S.S. a pris au printemps dernier la décision de recruter pour cet été 40.000 étudiants pour les travaux et les chantiers sur les terres vierges du Kazakhstan. D'autre part le journal soviétique «Moldova Socialista» de Chişinău avait publié les 9, 22 et 29 janvier dernier, un communiqué en langue roumaine annonçant qu'un centre de recrutement de «volontaires», pour les travaux en Sibérie et au Kazakhstan, était ouvert en Moldavie. Selon le bruit qui a couru les Russes ont envoyé les «volontaire» de Bassarabie dans la région de Pavlodar, au Kazakhstan.

Nous avons déjà parlé de ces déportations qui ont frappé surtout la Bassarabie, cette province dite à tort *Bessarabie* puisque son nom lui vient de la dynastie des Bassarabes qui avait régné en Valachie, principauté comprenant à un certain moment, notamment dans la deuxième moitié du XIVe siècle, la Valachie et les principautés de Transylvanie (Fagaras, Omlache et le Banate de Severyn), ainsi que, pendant une courte période la région au nord de la Mer Noire, c'est-à-dire le sud de la Bassarabie roumaine d'avant 1940. La Valachie était habitée principalement par un peuple d'origine dace, appelé par ses voisins slaves «Voloeks» ou «Valakhs», sans doute en raison de leur langue dérivée du latin. En polonais, on appelle même aujourd'hui l'Italie «Wlochy». Les premières mentions de «Voloeks» datent, selon les sources polonaises et ukrainiennes, de la fin du XIIe siècle. On pense que les Voloeks étaient des descendants des Daces qui, pendant que la Dacie faisait partie de l'empire romain, s'étaient romanisés et avaient appris le latin.

Où sont-ils?

Des informations sûres, apportées à Londres, directement de Roumanie, confirment les déportations de Roumains hors de Bassarabie. Des voyageurs qui ont traversé la Bassarabie attestent que les jeunes gens sont constamment soumis à des pressions tendant à les convaincre d'émigrer avec leurs familles dans le district de Kazakhstan. On a ouvert un «Directorat général pour le recrutement et le transfert de travailleurs» et la formation de trains spéciaux a été annoncée. En juin 1940, quand les Russes occupèrent la Bassarabie, 81.77.364 roumains vivaient dans la région. A l'heure actuelle, selon les statistiques officielles, il ne resterait plus que 1.663 roumains. Où sont les autres?

La réponse est simple: la plupart ont été et sont encore déportés en Sibérie. Le peu qui reste est destiné à prendre le nom de moldaves.

Sur les 44 écoles secondaires roumaines du Kishinev, en 1940, une seulement actuellement enseigne en langue roumaine. Toutes les autres enseignent en russe.

Comme il n'y a pas de différence tangible entre roumains et moldaves ce dernier terme n'étant que géographique, nous assistons à la création délibérée d'une nouvelle nation artificielle, les éléments «récalcitrants» étant convenablement orientés vers le «volontariat» pour les terres vierges de Sibérie.

(d'une lettre de Ion Ratiu, Directeur de la Free Rumanian Press Agency, Londres).

Quoi qu'il en soit les récentes déportations pratiquées par les russes semblent avoir un double but: en premier lieu, transférer environ 3 millions de personnes vers une partie de l'Union moins «sensible» que ses confins méridionaux et en second lieu se servir de cette action comme d'un levier contre l'indépendance croissante du régime roumain communiste.

Au premier abord, le gouvernement roumain n'a pas réagi avec beaucoup de violence, et s'est borné, dans l'espoir d'aboutir, à envoyer des lettres de protestation à Moscou. Ces démarches ayant échoué une campagne d'une extrême énergie est menée à Bucarest pour mettre en lumière le déracinement des populations bassarabiennes.

Karl Marx à la rescousse

Une collection de notes intitulées «Notes sur la Roumanie» ont été identifiées par un professeur de l'Université de Bucarest comme ayant été écrites de la main de Karl Marx. Elles ont été traduites en langue roumaine et distribuées dans tout le Pays. Dans ces notes, Marx accuse les Russes d'avoir «aidé à écraser le mouvement révolutionnaire roumain au XIXe siècle» et d'avoir «cyniquement tenu sous contrôle la Bassarabie après avoir conclu un marché avec la Turquie, bien que la plupart des habitants de cette province parlent le roumain». Appuyant ce point de vue de Marx une lettre de Friedrich Engels, son plus proche collaborateur, disait en 1888 que les socialistes Roumains devaient se méfier de la Russie.

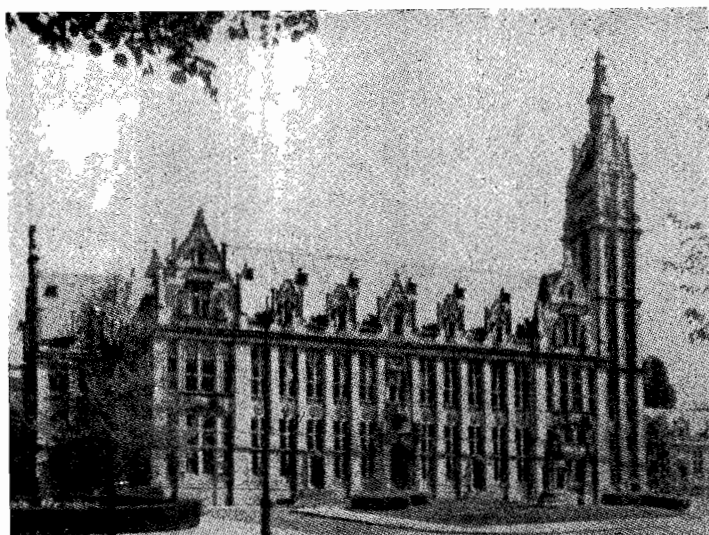
Il est clair que cette campagne ne peut que faire empirer les relations entre Moscou et Bucarest.

A. G.

EUROPEISME DES UNIVERSITES LIBRES

Cours de vacances

à Bruxelles



Notre revue a toujours appuyé l'action des Universités libres auxquelles la souplesse de leur statuts et leur indépendance permettent d'accueillir rapidement les innovations de méthode et les orientations nouvelles de l'esprit scientifique. Dans cet esprit nous signalons à nos lecteurs les Cours de Vacances de l'Université libre de Bruxelles, 50 av. Roosevelt - Bruxelles, 5 où aura lieu cet été un cycle de cours sur le thème général: « La vision du monde des écrivains français contemporains ». En dehors des conférences auront lieu des cours pratiques s'y rapportant et l'Institut de Phonétique de l'Université met à la disposition des étudiants un laboratoire de langues de 24 cabines qui permet un entraînement individuel supplémentaire à la prononciation française.

Les étudiants inscrits aux cours de vacances se verront réservées un certain nombre de chambres à la Cité, située à proximité des bâtiments universitaires. La Cité dispose en outre d'un restaurant accessible à tous les étudiants et d'un Stade avec terrain de foot-ball, terrains de basket-ball, volley-ball, courts de tennis, piste d'athlétisme et tremplin de saut, salle de gymnastique.

Les cours, dirigés par M. Roland Mortier, professeur ordinaire à la Faculté de Philosophie et Lettres de l'Université libre de Bruxelles, auront lieu du 23 juillet au 30 août.

Bruxelles joint aux séductions d'une capitale moderne les charmes d'une cité aux origines lointaines. Les souvenirs d'un passé fastueux s'y mêlent aux plus hardis témoignages de la civilisation

contemporaine en une synthèse aussi harmonieuse qu'imprévue.

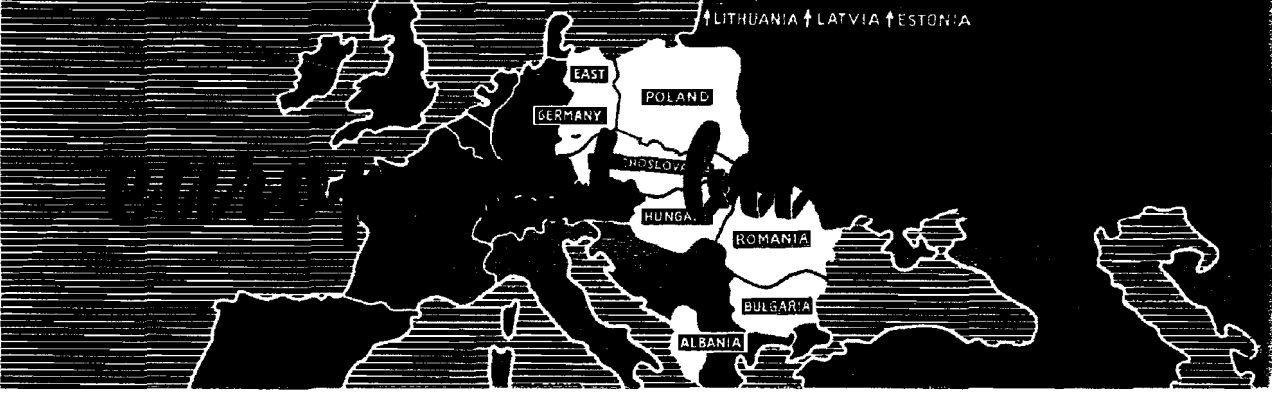
Au cours d'une promenade dans ses riches et bruyantes artères du centre, bordées de magasins qui n'ont rien à envier à ceux d'au-

tres grandes capitales, on aboutit à cette prestigieuse Grand-Place, unique au monde, qui fait l'émerveillement des visiteurs. L'Hôtel de Ville et la Maison du Roi, ses deux plus beaux joyaux, forment avec la ceinture de maisons qui l'entourent, la plupart de style italo-flamand, aux façades finement rehaussées de motifs aux ors éclatants, un ensemble dont le souvenirs reste inefaçable.

On se rend également dans les quartiers de la ville haute, vestiges des élégances discrètes du XVIII^e siècle, après avoir admiré, en cours de route, d'autres richesses, telles la cathédrale Saint-Michel ou la place du Musée. A moins qu'on ne se laisse distraire par les musées, les théâtres, les salles de concert qui, à cet endroit, concentrent l'intense vie intellectuelle de la capitale.

D'ailleurs, il suffit de moins d'une heure pour être transporté aux portes de la ville et goûter le repos sous les épaisses frondaisons de la Forêt de Soignes. L'exiguïté du territoire belge permet, aux prix d'un court voyage, d'atteindre les villes d'art des Flandres, les plages dorées de la Mer du Nord ou, encore, l'Ardenne, terre de légende et de mystère, fière de ses bois odorants et de ses sources cristallines.

Dans un des coins les plus riants de la capitale, à proximité du Bois de la Cambre, l'Université Libre de Bruxelles dresse ses constructions aérées et spacieuses. Elle vous offre cet été, avec un programme très complet de cours et de conférences sur la langue et la littérature françaises, des occasions multiples de mieux connaître les sites, les traditions et les richesses d'un pays de civilisation ancestrale.



ENGLISH SUPPLEMENT OF THE REVIEW "BULLETIN EUROPEEN"

The new Romanian party chief

Nicolae Ceausescu, new Romanian party first secretary, is one of a group of younger communist leaders who have come to the fore since World War II. He is 47 years old, and of peasant origin, and entered the ranks of the party's youth organization in 1936. Shortly before the outbreak of the war he spent time in prison on charges of agitation. In 1944 he became secretary of the Union of Communist Youth. After the advent of communism in Romania, Ceausescu became involved in party organizational work but was reportedly soon transferred to the political directorate of the army, with the rank of brigadier-general. He climbed the first rung of the party ladder in 1945 on being elected a candidate to the Central Committee. The following year he was elected to the Grand National Assembly. In 1950 he was promoted to the military rank of major-general and appointed deputy minister of the armed forces. During the years from 1945 to 1948 he attended party political courses and became a full member of the Central Committee in 1952.

In 1954 Ceausescu became a member of the Central Committee Secretariat and a candidate to the Politburo, which accepted him as a full member the following year. His big move upward came in 1957, after Joseph Chisinevski was purged from the secretariat, when he ranked second after Gheorghiu-Dej in that body.

In addition to his regular duties, Ceausescu was active in various administrative bodies, was secretary of the Peoples Democratic Front and a member of the presidium of the Grand National Assembly.

BULGARIA

ELECTRIC POWER PROBLEMS

Bulgaria will have difficulty in fulfilling its electric power production plan for this year, according to the Chairman of the Committee for Power and Fuel, Konstantin Popov. In an interview in the March 12 issue of *Rabotnichesko Delo*, Popov also indicated that this summer there might again be shortages of electric power, especially during peak consumption hours. Restrictions on the use of electric power were in force without interruption from October 1, 1963, to January 26, 1965, and affected both industry and private households. The 1965 plan provides for the production of eleven billion kwh of electric power. To make up the difference between Bulgarian production and the total amount required by industrial and consumer needs, 220 million kwh will be imported from the USSR.

IMPROVING RADIO, TV AND THE PRESS

After some delay, decisions taken by the Politburo last December on improving radio, TV and the press were finally disclosed in the February issue of *Partien Zhivot*. The publication indicated that plans are underway to increase broadcast time, to convert Radio Varna into a specialized station serving resorts on the Black Sea, and to improve the reception of foreign broadcasts. Bulgarian television is also to be expanded and efforts will be made to provide the whole country with television by 1970 by means of new transmitters and relay facilities.

Recommendations for improving the press included the following: greater variety in the contents of newspapers; more space for advertisements and various kinds of announce-

ments (except in the case of the party daily, *Rabotnichesko Delo*); the development of greater editorial independence; and a reduction in the amount of quoted official material.

PLANT BOUGHT FROM KRUPP

Bulgaria placed a \$13.75 million order with the Krupp company for a synthetic fiber plant, according to a spokesman of that company in Essen on March 31. The contract and the visit to Bulgaria of Krupp General Manager Beitz were reported in Bulgaria on April 1, only after they had been reported by Western journalists.

VISA ACCORD WITH YUGOSLAVIA

Following a week's negotiations in Sofia, Yugoslavia and Bulgaria signed an agreement on March 13 abolishing visa formalities. As soon as the accord goes into effect, Bulgarian citizens going to Yugoslavia on a visit or passing through Yugoslavia on their way elsewhere will require only special cards issued by the local militia, in addition to regular passports and internal identity cards.

BUSINESS WITH CANADA

Between May and July 50,000 metric tons of Canadian wheat will be shipped to Bulgaria from ports on the St. Lawrence. The sale, negotiated in Moscow, is on a credit basis, with the Canadian producers insured against loss by the Exports Credits Insurance Corporation. (The USSR at the same time purchased 50,000 metric tons of Canadian flour for Cuba.) In addition to Canadian wheat, Canadian businessmen and tourists have become of major concern to the Sofia government, which has recently stepped up activity to attract Western visitors and expand Bulgarian trade with the West.

EAST GERMANY

THE POLITICS OF HARASSMENT

The Pankow regime, in cooperation with its Soviet ally, ended a week-long program of harassment and delay of traffic into West Berlin on April 10. The campaign was touched off by the decision of the West German Parliament (the Bundestag) to hold a one-day sitting in West Berlin on April 7. A second reason, according to official statements, was joint GDR-Soviet military maneuvers « west of Berlin. »

The East Berlin «Berliner Zeitung» claimed that American and West German imperialists were seeking to create a crisis similar to that in Vietnam. « A meeting of the Bundestag sounds so harmless. However, we know the language of imperialism. Behind it is the attempt to annex West Berlin in a cold-blooded manner—to annex it to the Federal Republic to which it does not and will never belong. This is nothing more than revanchism—and this in West Berlin, a hotbed of tension, where one spark would be enough to cause an explosion. »

East German spokesmen brushed off Allied protests to the Soviet authorities on the ground that « we are only using our domestic authority on the Autobahn. » They added that the West Berlin Senate, in accepting the Bundestag meeting, had jeopardized the pass agreement permitting West Berliners to visit relatives in East Berlin during the Easter holidays. However, there was no interference with visitation rights over that week-end.

Western observers considered it likely that the renewal of border pinpricks gave the East Germans another claim on recognition from the West. It also made clear that the Soviets could reactivate a sensitive political area whenever tension in other sectors—such as Vietnam—seemed to make it desirable.

ECONOMIST MEET

Although politically it is laggard, the Ulbricht regime has placed itself in the van of the economic reform movement in eastern Europe. Its new model economy, now under construction, is being shown off far and wide.

More than fifty economists from all parts of the world got a look at it at a meeting in Leipzig, March 4-6. Although « Neues Deutschland » described the meeting, it included only brief excerpts from the talk delivered by Prof. Herbert Wolf who made the point that the reorganization did not mean that East Germany had accepted the « capitalist market and profit system. »

A more detailed analysis of East Germany's new economic model appeared in the February «World Marxist Review», monthly publication of Soviet-oriented communist parties put out in Prague. The author, Wolfgang Berger, said that the program broke sharply with the past and was aimed at building « a new, integrated system. » The plan has already proved to be a success, Berger asserted, citing the increase in profits and reduction of costs in 1963 and 1964. In the latter year, « more than two-thirds of the enterprises reached their profit target. »

The new economic plan, stressing technological improvement, centralism in long-range planning and decentralization of industrial control allied to an expanded incentive program for executives, was not, according to Berger, « a shift to capitalist theory and practice; it is designed to develop and concretely apply the political economy of socialism in an industrial People's Democracy, where the state determines the main proportions in the national economy and is engaged in carrying out a technological revolution. »

LITERARY RIGIDITY UNDER ATTACK

East German literary expression is backward even by east European standards. This was made obvious at a hitherto unpublicized conference of intellectuals held in East Germany last December. The conference, which included representatives from all the Soviet-bloc countries and Yugoslavia, heard East German literature described as narrow, isolated and outdated. Wolfgang Jolo, one of the participants, in reporting on the conference, said, « The writers and literary critics from the German Democratic Republic frequently felt as if they were in the dock. »

Novelist Stefan Heym, who returned to East Germany from the

United States, where he was in exile during the war, was quoted in the New York Times (March 29) as having told the conference: « What we need is to clear out the dirt swept under the carpet, clean the carpet itself, and disinfect the room that Stalin has moved out of. »

SATCHMO SOCKS' EM

Louis Armstrong, the well-known jazz trumpeter, and his group got uproarious receptions in a series of concerts given in East Berlin, Leipzig, and Magdeburg. The appraisal in Neues Deutschland said: « The first two concerts given by Louis Armstrong in the GDR were tantamount to a people's festival. Enthusiastically welcomed in a packed Friedrichstaad Palace, the artists presented a diversified program. The audience was strongly impressed by the individualistic art of « Satchmo », by the fascinating June Brown, and by the mastery with which all six of the musicians of all races and colors played their instruments. »

GOVERNMENTAL SHIFTS

The Council of Ministers appointed three new deputy chairmen in March. They were Alfred Neumann, chairman of the Economic Council, Julius Balkov, former Minister of Foreign Trade, and Gerhard Weiss, former Vice Minister of Foreign Trade. Horst Soelle, former First Deputy Minister, was named new Minister of Foreign Trade. (Neues Deutschland, March 26.)

JOINT OPERATIONS WITH HUNGARY

Hungary and East Germany have working arrangements in 85 areas of scientific-technical cooperation, including an assembly line for the production of fluorescent lamps. The East Berlin Berliner Zeitung, which surveyed the current status of activities of the German-Hungarian Economic Committee organized at the Leipzig Spring Fair in 1962, said that plans were now being completed looking toward increased cooperation up to the year 1970, chiefly in the chemical and metal-processing industries, electro-engineering and electronics.

ALBANIA

« THERE IS NO UNITY »

After a storm of invective against the « Khrushchevite revisionist troika » during the March meeting of 19 communist parties in Moscow, the Albanian propagandists settled down to refute the « demogogy » expressed in the meeting's final communiqué, A Zeri i Popullit March 18 editorial on the subject labelled the whole thing a « plot » and stated « it was a typical meeting of hardened conspirators who, on the one hand, loudly call for « unity » and « cohesion » and, on the other, secretly sharpen the dagger they are getting ready to plunge into the back of the revolution... The restrained terms and « pathetic » appeals of the communiqué cannot be explained merely by the demagoguery of the revisionists, a demagoguery which they have elevated to the professional level, but chiefly by their fear of an open and direct confrontation. »

The Albanians seemed particularly angry at the Soviets for trying to pretend that Tirana and Moscow agreed over « wars of liberation » and anti-imperialism. The prime aim of the revisionists, according to the Albanian propagandists, is Soviet-American reconciliation. Therefore, it is precisely anti-imperialism which is « the abyss which separates » the Marxists-Leninists from the revisionists. After pages and pages of old, familiar, and intransigent arguments, the Albanians concluded that unity in the international communist movement was « only possible through the struggle against the revisionists. It is only possible without them and against them. »

In the midst of all the ideological polemics, the Albanians also shrewdly noted that the Soviet Union and its allies steadily proclaim the necessity of developing « trade relations regardless of the social and economic system of a nation »... and then refuse to apply the principle to Albania.

FRIENDS FROM THE EAST

The Albanians had another excellent opportunity for some broadside polemics against the Kremlin when Chinese Premier Chou En-lai and several high-ranking Chinese party and state officials visited Albania, March

27 to 30, after attending the funeral of Romanian leader Gheorghiu-Dej.

As things turned out, it became increasingly clear that the Chinese were greatly interested in impressing the world, especially the Afro-Asian nations, with their anti-imperialist stand and considerably less interested than the Albanians in proving that the USSR was out of line. At a big rally in Tirana on March 29, Premier Shehu led off with a fiery speech praising the Chinese big brother, damning the greedy Americans, soothing the stout-hearted revolutionaries of the world, and belittling the « grave treason of the contemporary revisionists in general and the Khrushchevite revisionist clique in particular. »

Chou followed with a speech which agreed in essence, but contained some significant emphases directed at a wider audience than a public meeting in Tirana. He said:

« US imperialists are putting Japanese militarists back in the saddle.

« The West German military, with US help, are trying to isolate and annex the GDR and to modify the Oder-Neisse border; but the Albanian people and the Chinese people will always remain on the side of the people of the GDR.

« The Arab people are carrying on a just struggle against the aggressive forces united around American imperialism, the militarism of West Germany, and the revanchism of Israel... we are on the side of the Arab people.

« The support of the revolutionary anti-imperialist struggle of the Congolese people and of the people of Africa is also the joint internationalist duty of the people of the socialist camp and of the entire world.

« The Chinese people, 650 million strong... will give the South Vietnamese people the necessary military aid, including armaments and all military supplies when the South Vietnamese people need them. We are also prepared to send our men to fight side by side with the South Vietnamese people whenever they deem it necessary.

« To carry on a true fight against the American imperialism is the main criterion for distinguishing the Marxists-Leninists from the modern revisionists. »

Of the Soviet leaders, Chou only noted that the « heirs of Khrushchevism » had organized the March meeting which was « an extremely serious step toward the open split of the international communist movement. » Nowhere did the Chinese leader explicitly name the rulers of the Kremlin. (Radio Tirana, March 29; NCNA, March 30.)

That night at a farewell banquet given by the Chinese, Chou and Albanian party leader Xoxha warmly expressed a « complete identity of views on all problems. » Xoxha also deferred to the Chinese restraint and did not name the modern revisionists he so heartily condemned. But such restraint was short lived, for the Zeri i Popullit editorial, March 31, again attacked: « After their well-known defeats the Khrushchevite revisionists are trying to mark time to regain strength and to scheme by posing as « revolutionaries » and « anti-imperialists. »

ARTFUL CRITICISM

In the wake of hundreds of accountability and election meetings held in local party units during December and January, the central party leadership became somewhat concerned over the improper use of criticism at that level. In a long article in Zeri i Popullit (March 12), party CC secretary Rita Marko complained that there is a « mania to examine too many problems » in some local units while others are guilty of formulating problems in « narrow, repetitive, and bombastic » terms. Moreover, « perseverance in dealing with questions which have become commonplace ruins the interest and strength of the organizations and lowers the level and militant development of criticism and self-criticism. » Marko listed several common shortcomings in critical meetings, including the tendency to defend friends and the lack of understanding which leads to grudges, quarrels, factions, and personal subjectivity. In addition, she complained, « the practice of leaving the verification of guilt and errors to the meeting of the organization is not entirely useful. These affairs should be controlled and disclosed in advance, while at the meeting, after discussion, intelligent conclusions should be drawn from the facts and from convincing arguments. »

HUNGARY

CELEBRATING THE 20TH ANNIVERSARY

All stops were out for the celebration of the 20th anniversary of Hungary's liberation from the Nazis. The festivities ended with a military parade in Budapest on April 4, after which First Secretary Kadar and Soviet President Anastas Mikoyan spoke to the nation over the radio.

On April 3, a special meeting of the National Assembly had listened to addresses by Mikoyan and Czechoslovakia's Vice Premier Otakar Simunek who, along with Rumania's Deputy Premier Emil Bodnarus, Yugoslavia's Vice President Alexander Rankovic and Bulgaria's Deputy Premier Zhivko Zhivkov comprised the east European contingent. China, Albania, Poland and East Germany were unrepresented.

In addition to attending a full round of receptions and formal dinners, the celebrants watched the unveiling of a new Lenin statue which replaces the monument of Stalin toppled by the revolutionaries during the 1956 Uprising. The sculptor, Pal Pataszay, was rewarded with the Kosuth Prize, first-class.

Although the Soviet Army was given prime credit for the 1945 liberation, there was recognition that other armies were also involved. President Istvan Dobi told the Parliamentary session: « On this festive day, I also pay tribute to the other countries and people of the antifascist alliance who fought against fascism. I pay particular reverence to the British, American and Polish soldiers who died a heroic death and who rest on Hungarian soil, and to our Czechoslovak friends and brothers who were at one with us in the suffering and who, by their partisan battles, helped to alleviate our lot as well. » (MTI, April 3.)

Mikoyan alluded on a few occasions to the « outstanding revolutionary and general » Bela Kun, whose shortlived communist government was crushed in 1919, but there was no mention of his liquidation in the Stalin purges. Nor did Stalin's name come up when Mikoyan praised the new statue of Lenin.

The only hint of past « errors » ca-

me in an anniversary article written for Moscow's Pravda (April 1) by Kadar, in which he explained the 1956 Uprising. « Mistakes caused by the personality cult and by dogmatism crippled the democracy of the dictatorship of the proletariat, undermined confidence in the party, and caused violations in the building of socialism. This the reason why in 1956 local and international reaction was capable of fanning a counterrevolutionary uprising in the country. » Kadar has not previously gone quite so far in admitting that the oppression of the stalinist era provided justification for the uprising.

JANOS PETER IN VIENNA

Hungary broke new ground in its relations with the West by concluding an agreement with Austria on the exchange of electrical energy. This was the outstanding event of a visit to Vienna by Foreign Minister Janos Peter, who held three days of talks (April 7-9) with Austrian Foreign Minister Bruno Kreisky. The two met in Budapest in October to begin discussions looking toward expanding cooperation between the neighboring countries.

Under the terms of the agreement, described by Radio Budapest (April 10) as the first of this nature concluded between a COMECON member and a « capitalist » country, the power networks of the two countries will be connected by a new high-tension line, with Austria supplying current to Hungary contributing power to Austria during the winter months and Sundays. The exchange is expected to save both countries « several million dollars. »

The two countries also agreed to exchange documents on judicial procedures, to simplify passports and customs controls, and to establish regular long-distance bus service. Under discussion too were plans for the expansion of cultural and technical cooperation, and for more trade.

At a lecture delivered in Vienna during his visit, Peter said that Austro-Hungarian cooperation could turn the Danube Valley into « an area of friendly and creative collaboration. »

NAGY COLLEAGUE PUBLISHES

The March issues of the literary

monthlies Kortars and Új Iras published parts of a book entitled « Hungarian Spring » by Ferenc Donath, who in the period from 1945 to 1949 controlled Hungarian agriculture, and who, following the 1956 Uprising, was arrested and imprisoned as a colleague of Imre Nagy. Although Donath received an « individual pardon » in 1960, the publication of these sections from his book represents his first public appearance since his imprisonment. The excerpts deal with Hungary's agricultural problems and the 1945 land reform in which Donath played a major role. Once a trusted collaborator of the stalinist party boss Matyas Rakosi, Donath fell from grace in 1950 and was imprisoned; he was released from jail in 1953 when Nagy was Premier, and between then and the 1956 Uprising, he worked as an economist.

ONODI SENTENCED

Following a 19-day trial the Budapest City Court handed down sentences in the much-publicized Lajos Onodi case involving large-scale economic crimes in the Budapest Catering Enterprise. Onodi, the manager of the enterprise, received a prison sentence of seven and one-half years, and Geza Lazar, Onodi's supervisor and formerly main department chief of the Ministry of Home Trade, received a two-year term. The other defendants were sent to prison for periods ranging from seven months to four years. On the whole, it would appear that Onodi and Lazar received mild treatment considering the extent of their activities and the public scandal involved.

NORMS GOING UP

The thesis that no real economic progress is possible without a radical improvement in productivity continued to be the watchword of official spokesmen. Deputy Minister of Labor Istvan Buda, in an interview in Nepszabadsag, March 28, declared that the nation-wide revision of production norms to be completed by July 1 constituted an important source of improved productivity, and that the current 2 to 3 percent increase in norms should give rise to a 1.5 percent increase in productivity.

Other sources indicated, however,

that the new norms had had a bad effect on worker morale. Nepszabadsag, March 10, reported that norm-setting at the Diosgyor Machine Factory had involved a number of « negative features »: norms were changed arbitrarily; workers were not informed about them in advance; and the trade union officials were not only ignorant of what was happening but also ineffective. « The bad execution of a good government decree may, » the party organ warned, « shake the faith of men in their immediate leaders and break the competitive spirit. »

POOR MANAGEMENT CRITICIZED

The Second National Conference of Socialist Brigades was held in Budapest, March 19-20. The delegates represented some 219,772 members from 19,998 Socialist brigades. Since the time of the First National Conference in March 1962, the number of brigades had more than tripled from 6,958, representing 66,761 members. Janos Brutyo, Secretary General of the Trade Union Council and Deputy Premier Jeno Fock were the principal speakers at the conference. Brutyo reviewed in detail the past record, future tasks and problems of the brigades, and Fock spoke mainly on tasks in the national economy. Both speakers were critical of the economic and technical leadership for poor methods of organization and management. Brutyo declared that managers should not abuse the enthusiasm of brigades by giving them exacting and unrewarding jobs and only moral recognition, while other workers receive cash bonuses for the same activity. Brutyo also claimed that the managers often used the good work of the brigades to cover up their own mistakes. (Nepszabadsag, March 19-20.)

EXPANDING CONTACTS WITH YUGOSLAVIA

A Yugoslav delegation headed by economic expert Jozse Brilej discussed plans for expanding trade with Hungary during talks held in Budapest in March with a Hungarian group headed by Peter Valyi, deputy chairman of the Planning Office, who was in Belgrade a year ago for a similar discussion. (Radio Budapest, March 17.) At the time, a mixed



Trybuna Literacha (Warsaw)

economic cooperation commission was established.

The Budapest meeting surveyed the results of the year's activities, and took note of the fact that trade between the two countries increased by 15 percent in 1964 over the previous year. The increase was the largest registered by Yugoslavia with a communist country, except for the Soviet Union.

In another area, the Hungarian-Yugoslav Committee for the organization of bus transport agreed during a meeting in Budapest to operate a semi-weekly bus service from Budapest to Rijeka from May to September to serve tourists. In May, regular bus service between Belgrade and Budapest will begin operating three times a week. (Tanyug, March 8.)

TOO MANY ABORTIONS

Concern over the declining birth rate and the rising number of legal abortions continued to be evident in the national press. In the March 27 issue of «Elet es Irodalom» Gyula Fekete levelled a bitter attack on current housing construction plans which envisage apartments for two children at the most. Fekete described some new apartment blocks being built in Budapest as « birth control skyscrapers » and claimed that housing plans for new district automatically exclude large or even middle-

sized families, especially if they are poor. At the same time local papers reported difficulties faced by abortion committees in persuading pregnant women to change their minds about abortion and implied that people nowadays preferred cars to children. In 1963, the number of legal abortions in the country was between 173,000 and 180,000, while births amounted only to 132,262. In 1964, the number of live births decreased further—to 131,899—and it is probable that the total number of abortions, went up, commented the Catholic weekly « Uj Ember ».

SKILLED WOMEN NEEDED

With an estimated 20,000 new workers needed to fill manpower requirements this year, the government is currently concentrating on the recruitment of women. In a March 13 broadcast over Radio Budapest, Imre Nagy, department head of the Hungarian Ministry of Labor, indicated that while women will have to be used to fill the country's growing manpower needs because all employable males are now either working or studying, women lacked the necessary training and skills. Nagy said that the only solution was to direct more girls into industrial schools. Beginning this year, the government will regulate the proportion of males and females entering each profession. « If we respect these proportions, » he said, « the proportion of girls in our training of skilled workers on a national scale will be 26 percent. » Nagy said that this figure did not give cause for great satisfaction, but that the government did not at present have facilities for training a larger number of women in skilled work.

BUTTER EXPORTS CANCELLED

Foot and mouth disease, now affecting large sections of the country, has not only reduced domestic supplies of milk and butter, but has made it necessary to cancel butter exports for the first half of 1965. Domestic supplies may even have to be bolstered by sizable imports. (Nepszabadsag, March 14.) Agriculture has also suffered considerable damage by vermin,

CZECHOSLOVAKIA

WHAT'S WRONG WITH TV?

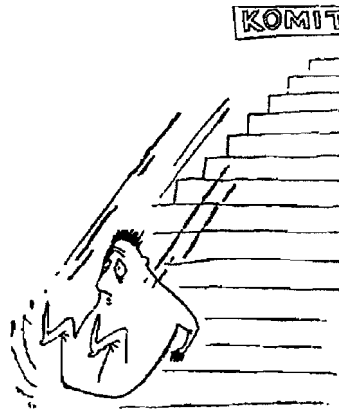
The official appraisal of radio and television broadcasting made by the party Ideological Commission last January is gradually seeping out. In March «Xivot Strany» (No. 5, 1965) discussed a report and resolutions put forth by the party Central Committee Presidium which mildly criticized radio for «a weakening of the party-minded approach and the subjectivistic view of some workers» while coming down hard on television for a «wrong ideological orientation» which was said to be impairing its over-all positive effect.

Shortcomings in TV included an «uncritical, ingratiating attitude» toward youth, a lack of political and professional standards, inflexibility in program content and structure, political errors and wavering, and «abstractly conceived notions of «conscience», «courage», «humanity», and «truth» which do not contribute to a healthy development of society.» In addition the party critics found a tendency to categorically negate all that was created in art and culture in the recent past and to uncritically adopt alien «fashionable trends and models.» Although the resolution approved news coverage taken from Eurovision, the west European TV system, it also called for up-to-date newsreels from the USSR and other communist countries.

AN INSIDER'S VIEW

An article in Pravda assessed Czechoslovak Television somewhat differently, ascribing its shortcomings to lack of technological equipment and financial backing and to a poorly trained professional staff. «The many years of isolation from Eurovision have gotten us nowhere... The best impression is not conveyed by the admission (in Kulturni Tvorba, March 4) of Jiri Pelikan, central director of Czechoslovak Television, that Eurovision can supply us daily with topical, prompt, and high-quality news coverage while intervention [the communist interstate system], on the contrary, is able to give us only stale, low-quality material once a week.»

The author noted that viewers



Kicked straight downstairs and out of the party committee.

Polityka (Warsaw)

today demand more and deserve more: «Not to carry filmed material on events which happened a couple of kilometers from our borders, regardless of geographical direction, is a manifestation of slackness... If it is possible and if he is within range of the Vienna transmitter, the viewer today simply switches channels.»

Not all forms and genres of reporting are being utilized, the author complained, even though things are getting somewhat better in television reporting and the «old stereotyped, schematic clichés of endlessly repeated shots from the same surroundings—like the cowsheds of collective farms—are being eliminated.» As another illustration of his argument, the critic attacked a live TV production of Clifford Odets' «Awake and Sing» for concentrating on «the superficial uncovering of the social realities of American crises in the 1930s» instead of «the most important thing, the revelation and analysis of human relations.»

There is general agreement that Czechoslovak television needs improving, but critics in nearly all the main papers, including the party dailies, have so far remained noticeably cold toward the party's assessment of where the fault lies.

THE RELUCTANT REFORMER

Although there is no visible challenge today to the authority of Czechoslovak President and party leader

Antonin Novotny, all does not seem right in his world. A defensive note can sometimes be heard in his speeches, and many of his statements conflict with what is being said in the economic and cultural journals. The most noticeable discrepancy between Novotny's views and those of some of his experts is on the new economic model. Speaking at Bratislava on the 20th anniversary of the Slovak capital's liberation from the Nazis, Novotny warned against seeing a panacea in the new system of running the economy, and said that «we shall have to overcome conservative habits in people's thinking, inertia, and irresponsibility...» He stressed the traditional, «socialist» features of the reforms and warned against the idea that something new was at hand:

«In listening to some lectures... one sometimes gets the impression that the lecturer adores the capitalist economy. No, comrades, we shall stick to our socialist principles and we shall not allow liberalizing, let alone capitalist, influences in our economy. Therefore, we think that the time has come for such tendencies to disappear... The implementation of the improved system should also determine to a large extent the conditions for the transition to the future communist society. Therefore, neither in the economy nor in ideology shall we proceed on the road of weakening socialist relations and principles. We shall not allow bourgeois ideology to operate in any form whatsoever.»

Novotny also denounced US policy in Vietnam; his statement of support for the «struggle of the Vietnamese people» brought the only reported burst of applause.

GOOD NEWS FOR TRAVELERS

The tourist apparatus is being overhauled in line with the government's increasingly liberal attitude toward travel. A draft law recently submitted to the National Assembly considers the passport as a right instead of a privilege; only individuals sentenced by a court, persons who have damaged the good name of Czechoslovakia during previous trips abroad, and those whose travel would not «be in the interest of the state» (an obviously unlimited lo-

phole) will be automatically excluded.

Another major reform announced in March should make it easier for Czechoslovak citizens to travel outside the bloc. They will no longer need invitations from friends and relatives abroad, nor guarantees that all their expenses will be paid by their hosts while they are out of the country. Prospective travelers will be allowed to include several countries in their itineraries, except for Spain and Portugal. Instead of the old \$5 allowance, individual tourists will now be allowed to purchase annually up to \$100 worth of the necessary currencies for 3,600 korunas; unused currency can be exchanged when the tourist returns. This new rate is very near the current black market price. The official price of the dollar is only 7.17 korunas and the tourist exchange rate for Western visitors is slightly over 16 korunas per dollar.

The third reform announced recently is to remedy troubles which arose last year when thousands of Czechoslovak tourists descended upon Yugoslavia with virtually no money and begged, bartered, or pillaged their way through their vacations. The new regulations make it mandatory for adult travelers to Yugoslavia to exchange at least 2,000 and no more than 4,000 dinars per day per person for the duration of the visit; the annual limit per person is 64,000 dinars. The rate of exchange is set at 20 dinars to the koruna (\$1 is about 750 dinars), and unused currency can be reconverted in Czechoslovakia. The number of visitors to Yugoslavia will also be restricted. Yugoslav sources expect the total number of Czechoslovak visitors to reach only 20,000 in 1965, as compared to 38,000 reported for 1964 by Czechoslovak data.

TOURIST SERVICES CRITICIZED

In a March 17 session of a National Assembly committee, there was much criticism of tourist facilities. Officials from the Ministry of Foreign Affairs and several deputies criticized at length: public services lack of cleanliness in Prague; confusion over which facilities are for foreign tourists and which are for do-

mestic tourists, trade unions, or health services; poor translators and guides; and lack of foreign-language leaflets.

Officials also reported at the meeting that two and one-half times more people (3.6 million) visited Czechoslovakia last year than in 1963, of which 744,000 came from the « capitalist » countries. Four times as many Czechoslovakia citizens (2.1 million) travelled abroad as in the preceding year, of which 1.9 million went to other bloc countries. Among people from the West who made extended visits to the country, there were 113,000 from West Germany, 45,000 from Austria, 20,000 from France, and 16,000 from the United States; over 200,000 other Austrians visited Czechoslovakia on weekend or shorter excursion. (Rude Pravo, March 17.)

Cedok, the agency which formerly handled only foreign tourists, was reorganized on April 1. It will now be responsible for all tourist services in Czechoslovakia. The other existing organization, Turista, as well as the Central Administration for Tourism, have been abolished. (Rude Pravo, March 26.)

YOUTH LEAGUE DECLINING?

The Czechoslovak Youth League (CSM) seems to be steadily losing ground. Last November its Central Committee found the League's propaganda markedly inefficient in challenging « numerous incorrect opinions based on inadequate knowledge, a narrow life, and little political experience. » In March the CC released figures indicating that CSM today has nearly a quarter of a million fewer members than it had two years ago. The League's daily Mlada Fronta listed membership as of December 31, 1964, at 1,250,000 in 46,440 basic organizations; on April 19, 1963, the same paper recorded 1,518,783 members in 46,055 basic organizations. While virtually 100 percent of all students at institutions of higher learning and administrative employees belong to the Youth League, only about half the young industrial and agricultural workers have joined. In spite of CSM's seeming success in influencing the young intelligentsia,

officials complained that « the majority of the members are passive; some only pay the membership fees; others don't even keep up with that. » Despite the obvious implications, CSM officials also stoutly denied that membership in the organization carried any specific advantages.

THE YOUNGER GENERATION

Other problems concerned with youth were considered in a round-table discussion over Radio Bratislava on March 8, which reached the general conclusion that communist education has failed. Said one participant, « We have taught our people to see socialism and the future of the socialist society through vulgar, materialistic factors; at the same time we have undervalued the human factor, the factor of moral improvement and social development; we have undervalued the moral side which is precisely the substance of the new socialist human being... » Further, it was admitted that many youths are skeptical of their teachers whose opinions of certain personalities have changed over the years. The discussion also noted that nowadays young people select their professions almost solely on the basis of how much they can earn.

Dealing with juvenile delinquency between the ages of 15 and 18, another speaker stated that the crime rate in this category had risen 12 percent in 1963 and another five percent in 1964; in contrast, the adult crime rate had dropped 0.19 percent and nearly 14 percent in 1963 and 1964 respectively. Juvenile delinquents were judged to be one of two major types: either psychopathic or unmotivated. Other speakers pointed to a lack of idealism and general education in families today, especially when the women in the household work full time.

MORE CREDITS FOR CAIRO

Stopping over in the UAR en route home from a state visit to India, Czechoslovak Premier Jozef Lenart and Foreign Minister Vaclav David did another three day's politicking in the neutralist world. The joint communiqué signed on March 10 ex-

pressed agreement on peaceful solution of world problems, peaceful co-existence, self-determination of peoples total disarmament, seating communist China in the UN, and condemnation of developments in Vietnam, the Congo, and South Africa.

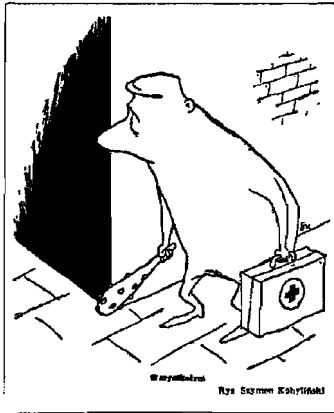
Although the Czechoslovaks went out of their way to assure the Egyptians of their government's support of the Arab position in the Jordan River dispute and of the «legal and inalienable» rights of the Palestine Arabs, their hosts reciprocated only with a relatively mild endorsement of «a peaceful solution of the German problem according to the will of the German people.» Lenart and David had also made a point of condemning Bonn's «recent political blackmail, UAR for receiving East German leader Walter Ulbricht last month. A pressure, and threats» against the new long-term treaty on economic cooperation was signed, providing for Czechoslovak credits to the UAR worth 25 million Egyptian pounds (\$57.5 million) according to the semi-official Cairo daily Al Ahram on March 8. Czechoslovakia is to export industrial machinery and plants in return for agricultural and industrial raw materials.

COMMERCIAL FEELERS

Trade and economic officials have been touring western countries in recent weeks, although without many concrete results.

A four-man delegation, including Foreign Trade Minister Hamouz and the head of the new Czechoslovak Commercial Bank, conferred with high-ranking officials in the Netherlands, Belgium and Luxembourg at the end of March and early in April.

Another group from the Czechoslovak foreign trade enterprises and the Ministries of Foreign Trade and Heavy Engineering arrived in the US on March 13 for a three-week tour. Starting off from Washington, the delegates split into two groups, one of which went to New Orleans, Los Angeles, and San Francisco and the other to Boston, Detroit, and Chicago. They joined again in Cleveland and New York. The US Chamber of Commerce arranged for the visitors to meet with the local Chambers of Commerce. They also talked



Political preparedness ...

Polityka (Warsaw)

with American industrialist Cyrus Eaton and toured academic institutions such as Harvard and the Chicago Institute of Technology. American news reports stressed that Czechoslovak enterprises would have to meet high standards and to guarantee spare parts and servicing if they hope to compete on the American market.

The Czechoslovak and Italian governments signed an agreement on March 27 for scientific and technical cooperation. The two countries will exchange information in the chemical, engineering, metallurgical, transportation, and agricultural fields and will arrange consultations of experts, reciprocal postgraduate studies, scholarships, joint symposiums and publications, and exchanges of students and technicians. A somewhat similar agreement was signed with France last fall for expanded cultural relations.

PRAGUE'S DARK SIDE

A campaign is under way against crime in Prague. Major Vaclav Kouckek, chief of the criminal department of the city's Security Police, told the presse in March that most criminal activity stemmed from «parasitism and absenteeism.» These in turn were made possible by «the attitude of enterprises, trade union

organizations, and youth organizations.»

Among other things, prostitution is said to be flourishing. In one case an unemployed divorcee ran an apartment where 10 prostitutes brought their clientele, «even several times daily each.» In some cases procurers recruited very young girls. Local residents were chided for not reporting the suspicious traffic in their buildings.

SWINGIN' DIPLOMATS

A young lady poet in a Prague cabaret stared at a customer and said, «Every bum looks like Ginsberg.» Whereupon the bearded man turned and said quietly. «Yes, i am Ginsberg.» This was one of the adventures recounted by critic Alexej Kusak In Kulturni Tworba (March 11) in an enthusiastic account of «beat» poet Allen Ginsberg's visit to Prague. The following week, critics were equally taken with jazz dean Louis Armstrong and his All Stars. One article, in an implied criticism of wild rock 'n' roll audiences, hailed Armstrong's «mature manifestation of the responsibility, of American «show business stars» and rated him tops for making the audience listen. Between them the two Americans kept young Czechoslovakia in a state of excitement for nearly three weeks.

Ginsberg showed up in some of the most famous «little theaters» in Prague and Bratislava and gave several readings, including his own «Howl!» He accompanied himself on small musical plates he pulled from his pocket, and followed this up with free lectures on yoga. Ginsberg criticized Czechoslovak performers as too stiff and monotonous, advising the poets to read their own poems. (Rude Pravo, March 1, Pravda, March 7.)

Armstrong arrived on the tenth and gave seven sellout concerts in seven days in the huge Lucerna Hall. A newsreel team followed «Statchmo» every minute, filming a documentary for later distribution throughout the country. As a token of appreciation, the Amati musical instruments factory in Kraslice constructed a special horn for him.

Chronique d'un coup d'état en mineur

A propos du récent coup d'Etat algérien, la presse mondiale se montre étonnamment circonspecte quant à ses conséquences possibles.

Sur un territoire relativement exigu, en bordure de l'Europe, à la frontière du monde africain, l'Algérie est un concentré de forces contrastantes. De culture, de formation sociale et économique occidentales, elle est néanmoins par la religion et les facteurs ethniques rattachée au monde arabe.

Par sa position géographique, elle revêt une importance incalculable pour toutes les puissances qui des siècles durant ont essayé sans y parvenir de contrôler le bassin méditerranéen et par là l'Europe méridionale. Les militaires au pouvoir vont-ils contrôler la situation et continuer la politique socialiste de Ben Bella? Se contenteront-ils de remplacer la politique d'un homme par celle d'une caste? En tout cas, l'armée est généralement nationaliste, dans tous les pays du monde...

Sidi-Bel-Abbès, 17 juin: Ben Bella, Président de la République Algérienne déclare: « Notre direction socialiste est plus unie que jamais... ».

Alger, 20 juin, 3 heures du matin: Tahar Zbiri, chef d'Etat Major et grand ami de Ben Bella, le réveille par cette étonnante déclaration: « Au nom du peuple algérien, nous venons vous arrêter ».

Pour la seconde fois, Ben Bella sortait de façon rocambolesque de la scène politique algérienne au moment où il s'apprêtait à renforcer son prestige.

La première fois, pareil accident lui était arrivé en 1956, lorsque l'avion qui l'emmenait au Caire où il devait participer à une conférence maghrébine qui devait l'imposer comme chef unique du F.N.L., fut dérouté sur Alger où l'attendaient les Français.

Cette fois-ci c'est à la veille de la « seconde Bandoeng » qui devait le consacrer comme l'un des leaders du Tiers Monde que la destinée l'arrache à l'histoire de façon inattendue.

L'Algérie entière le suivait, il

l'avait senti au cours de sa randonnée en province, au début de ce mois de juin, quand il voyait les foules courir l'applaudir à Tlemcen, à Marnia, à Oran, à Sidi-Bel-Abbès, lui, l'homme qui, en 1954, avait donné le signal de la guerre de libération.

Défenestration ...

A vrai dire, au sein du gouvernement tout n'allait pas pour le mieux. La situation économique n'était pas des meilleures et les ministres de l'Industrie et de l'Agriculture. MM. Boumaza et Mahsas, n'avaient pas caché leur opposition à la politique benbeliste. De plus, la pacification de la Kabylie, négociée à Paris, donnait aux militaires la fâcheuse impression que leur participation au gouvernement du Pays était de moins en moins nécessaire. D'autres rumeurs inquiétantes pour le staff gouvernemental circulaient: deux ministres amis des militaires devaient être limogés: Bouteflika, affaires étrangères, et Cherif Belkacem, Education nationale. Leur place devait être prise par des exposants de l'op-

position dans le cadre de la réconciliation nationale au nom de laquelle Ben Bella avait d'ailleurs fait libérer Ferhat Abbas Abderrahmane Farès et Boualem Oussedik, et se préparait à rendre la liberté à Aït Ahmed pour le faire entrer au Bureau Politique.

Toutes ces rumeurs constituaient un excellent bouillon de culture pour un coup d'Etat. Les militaires ont su en profiter et jouant sur les craintes des uns et l'orgueil des autres, ils ont fait basculer dans leur camp des banbellistes importants: Bounassa, ministre de l'Economie et Tahar Zbiri-Judas, chef d'Etat Major de l'armée.

... à l'exemple de Moscou

Pour réaliser le premier objectif, un manifeste a été publié par « Le Peuple, Alger Républicain », le seul quotidien d'Alger. Il y était question (comme à Moscou, pour Khrouchtchev) de « calculs sordides, narcissisme et morbide amour du pouvoir » de la part de chef déchu; on y dénonçait

Un lecteur nous écrit ...

A propos de symboles européens

Nous publions ci-dessous la lettre qui nous a été adressée par un de nos fidèles lecteurs, personnalité éminente de l'européisme espagnol, M. José Artigas Riambau.

H. Constantin Dragan
Bulletin Européen
R o m e

Cher Monsieur,

J'ai lu dans le numéro de mars de votre Bulletin l'article « Un symbole européen s'en va » à l'occasion de la restitution, par Sa Sainteté Paul VI, du drapeau de l'Empire Ottoman pris à Lépante. Dans l'article il est dit que c'était au coeur de l'Europe qu'il fallait conserver ce symbole.

Je voudrais bien, par votre intermédiaire, informer l'auteur de l'article qu'un autre symbole authentique est conservé en Europe, un symbole de paix. C'est le Christ de la galère-capitaine de Lépante, vénéré sous le nom de Christ de Lépante dans la Cathédrale de Barcelone, car, comme vous le savez, c'était l'amiral Requesens qui assistait Jean d'Autriche au commandement.

Comme vous le savez Barcelone est une des premières villes « européennes » de l'Espagne. C'est là que nous avons fondé le premier Institut d'Etudes Européennes et que se trouve le siège du Comité Espagnol de la Ligue Européenne de Coopération Economique.

Je vous prie, Monsieur, d'accepter mes salutations distinguées.

signé: José Artigas Riambau
Barcelone, Infante Carlota 132



Le Christ de Lépante

(Suite de la pag. 11)

le pouvoir personnel, le gâchis dans tous les secteurs, l'instabilité, l'anarchie et on annonçait enfin des mesures rigoureuses pour donner une nouvelle vigueur à l'économie nationale. Mais, surtout, le nouveau Directeur e eu l'appui de l'armée. Et, malgré l'opposition sporadique des étudiants et de la foule de la Kasbah, dont les protestations n'ont jamais atteint l'importance d'une émeute, le nouveau gouvernement détient effectivement le pouvoir par la politique du « bâton levé ».

Les « pays frères » se font prier

Sur le plan international, au contraire, le succès a été très mitigé. La conférence d'Alger,

malgré les tentatives désespérées de Bouteflika, ministre des affaires étrangères, a été renvoyée alors que c'est d'elle qu'on attendait les résultats les plus importants. Les « pays frères » hésitent encore à approuver ce coup d'Etat qui laisse à penser à leurs propres oppositions intérieures. Les pays afro-asiatiques faisant partie du Commonwealth ont été des premiers, en dépit des bons offices du Président du Pakistan, à demander le renvoi de la conférence. Les autres ont suivi.

Deux seuls succès à noter: l'adhésion chinoise et celle de Nasser. Mais toutes deux semblent finalement moins enthousiastes qu'on ne pouvait le croire au premier abord: du message de Pékin, il résulte que les Chinois, bien plus qu'au nouveau régime algérien, sont favorables à la con-

vocation d'une seconde conférence de laquelle l'URSS serait exclue et qui devrait se conclure par un document violemment anti-USA. Et le message qu'a envoyé Nasser est une âpre contestation de l'autorité et des droits de Boumedienne.

Sur le plan international, les difficultés que le nouveau gouvernement devra affronter sont nombreuses. Elles influenceront sans doute la politique intérieure du Pays et donc son régime.

Mais il ne faut pas oublier que, dans tous les Pays du monde, un parti militaire au pouvoir tend, avant tout, au nationalisme et à la discipline. E les socialistes devront « rentrer dans le rang », selon toute probabilité, comme les autres.

Alberto della Chiostra

La situation en Roumanie

Nous donnons ci-dessous la fin du rapport présenté à l'Assemblée Consultative du Conseil d'Europe en janvier dernier par M. Bohman. (voir nos numéros précédents 4 et 5).

Les progrès techniques

37. Le Gouvernement roumain revendique avec énergie les progrès techniques qu'il a réalisés en matière agricole, mais l'agriculture reste tributaire du travail manuel, qu'effectuent surtout des femmes, à l'aide d'un nombre relativement restreint de tracteurs et d'autres outillages agricoles. On ne peut se procurer qu'en quantité extrêmement limitée les engrais artificiels modernes nécessaires à la culture.

38. En juillet 1963 des pénuries de viande ont amené l'Etat à monter les cours du bétail, afin de permettre l'approvisionnement de détail en viandes et produits de la viande. Cette mesure a permis de donner de nouveaux encouragements aux travailleurs des fermes collectives et à tous les producteurs. De tels encouragements sont significatifs, car si les fermes d'Etat et les fermes collectives représentent 93% des terres arables, les élevages privés fournissent encore plus de 40% du nombre total de bovins, d'ovins et de porcins. 40% de la production de lait, d'oeufs et de légumes est détenue par des particuliers, de même que 66% de la production de volailles. En fait, la propriété privée en est venue à être reconnue comme une source indispensable de la production agricole, encore que le régime communiste préfère la considérer comme un « auxiliaire » des exploitations collectives.

39. Dans l'ensemble, il apparaît nettement que l'organisation de la production agricole et le volume effectif de cette production restent très en retard sur les progrès accomplis dans d'autres secteurs de l'économie roumaine.
Le parti communiste

40. Grâce à une vigoureuse campagne de recrutement, les rangs du Parti (communiste) des travailleurs roumains ont grossi de plus de un cinquième au cours de l'année, passée. Les chiffres donnés dans un récent numéro du magazine idéologique « Lupta de Clasa » (Lutte des classes) font ressortir qu'au cours de cette période le nombre des adhérents et des sympathisants du parti communiste est passé de 900.000 à 1.100.000. Le parti communiste compte environ 1 membre pour 17 habitants.

41. Un important pourcentage des nouveaux membres du Parti communiste est constitué par des travailleurs des fermes collectives et des intellectuels. Cette évolution est consécutive à la refonte du Statut du Parti, intervenue dans le courant du printemps de 1962 pour assouplir

dans une certaine mesure les conditions d'adhésion au parti et permettre, grâce à des dispositions spéciales, d'axer la campagne de recrutement sur ces deux groupes de population.

42. La collectivisation de l'agriculture a été menée à bien en mars 1962, et le Parti communiste a de toute évidence cherché à renforcer sa position dans les fermes collectives qui venaient d'être créées. Les exploitants de ces fermes représentent désormais 29% des membres du Parti communiste roumain.

43. Par ailleurs, les travailleurs de l'industrie, dont la proportion a été ramenée de 51% en 1962 à 47% pour la période en cours, représentent moins de la moitié des adhérents au Parti.

44. La revue « Lupta de Clasa » a récemment signalé qu'un grand nombre de savants, d'écrivains, de compositeurs et d'artistes de valeur adhérent maintenant au Parti.

La Roumanie et le COMECON

45. L'un des principaux objectifs du COMECON à l'heure actuelle est d'instaurer un mode plus efficace de coopération économique entre les membres du bloc et de mettre l'accent sur une planification économique. Le COMECON souhaite rationaliser la production dans l'ensemble du bloc oriental afin de permettre à chaque pays de se spécialiser dans le domaine qui convient le mieux à ses ressources et à son expérience.

46. En Roumanie, les dirigeants communistes veulent mettre en valeur les ressources naturelles du pays, de manière aussi profitable que possible, et ils ne sont nullement disposés à soumettre leurs plans de développement économique à des directives venues de l'extérieur. A leurs yeux, la nouvelle politique du COMECON signifie que la Roumanie devrait abandonner nombre de ses projets industriels afin de permettre l'exécution de projets analogues dans d'autres pays d'Europe orientale, tels que l'Allemagne de l'Est et la Tchécoslovaquie, qui possèdent déjà des industries importantes et relativement développées. Le Comité de planification économique du COMECON prévoit qu'en 1980 la production énergétique s'élèvera à 40.000 kw per capita en Tchécoslovaquie, tandis que le niveau per capita pour la Roumanie ne serait que le 5.000 kw. Le Gouvernement roumain envisage avec défaveur une telle disproportion et considère qu'une politique de ce genre est propre à maintenir le pays en état de sous-développement. Les chefs du régime roumain ne sont pas disposés à freiner l'expan-

sion économique ou à accepter passivement un rôle de producteur de matières premières pour les pays industrialisés du bloc soviétique.

47. Tel semble être l'élément essentiel des origines du différend actuel entre l'Union soviétique et la Roumanie. Il est possible que les divergences entre les deux pays aient commencé à se faire jour dès le printemps de 1960. En juin 1962, Khrouchtchev a fait impromptu un séjour en Roumanie, pour discuter sans doute d'épineux problèmes de politique et de planification économiques. En mai 1963, une délégation de hauts fonctionnaires soviétiques, sous la présidence de Nikolai Podgorny, s'est rendue à Bucarest, sans toutefois parvenir à persuader le Gouvernement roumain de modifier ses plans. La question roumaine a été étudiée au cours de plusieurs réunions du COMECON tenues récemment, et en juillet 1963 il semble que les Roumains aient remporté gain de cause. A cette réunion au sommet des dirigeants du pays du COMECON certains plans, parmi les plus ambitieux que l'on ait espéré exécuter, ont été mis sous le boisseau, tandis que l'accent était placé sur des arrangements bilatéraux conclus volontairement dans le cadre du COMECON, une importance primordiale étant accordée à la planification purement nationale.

48. Le ressort des déclarations officielles de divers politiciens roumains que la politique économique nationale diffère à bien des égards de celle de l'Union soviétique et des autres pays communistes d'Europe. Les autorités roumaines font connaître leur hostilité à la création d'organisations supranationales par l'intermédiaire du COMECON. La plus emphatique de ces déclarations se trouve dans le communiqué publié à l'issue de l'Assemblée plénière du parti, en mars 1963, pour informer les organisations du parti communiste, à tous les niveaux de la prise de position du Gouvernement roumain. Le fait que les cadres du parti aient jugé nécessaire de faire part à tous leurs adhérents des divergences entre la Roumanie et l'Union soviétique atteste la gravité du désaccord. Le communiqué solignait le principe de l'indépendance et de la souveraineté nationales, ainsi que l'entière égalité de droits entre pays du bloc oriental.

Niveau de vie

Le niveau de vie

49. L'élévation du niveau de vie en Roumanie est très en retard par rapport à la croissance de la production industrielle. Toutefois, en juin 1964, ont été annoncés un relèvement des salaires de 10%, des dégrèvements fiscaux, un relèvement du plafond des salaires et des allocations familiales.

50. En 1961, le salaire moyen d'un travailleur de l'industrie était de l'ordre de 650 lei (43 dollars de Etats-Unis) par mois. En 1964, un machiniste ayant 4 personnes à charge gagne 63 dollars des Etats-Unis environ par mois. La plupart

des familles qui vivent à la campagne jugent indispensable que deux de leurs membres au moins aient une occupation à plein temps dans l'agriculture.

51. Une famille roumaine type consacre près de 64% de ses ressources à la nourriture, sans pouvoir s'offrir probablement de la viande plus d'une fois par mois. Selon des statistiques officielles publiées récemment, les dépenses d'une famille se répartissent de la manière ci-après:

64% pour la nourriture, y compris les boissons et les cigarettes;

4% pour le loyer et les charges;

16% pour les produits manufacturés, y compris les vêtements et les chaussures;

10% pour les distractions, les déplacements et l'instruction.

Il reste environ 6% à consacrer aux frais divers.

52. Les conditions de logement sont dans la plupart des cas au-dessous des niveaux d'Europe occidentale, chaque personne disposant en moyenne d'une superficie de quelque 8 m.

53. En 1962, les femmes représentaient un tiers des 3.200.000 travailleurs de l'industrie.

54. Depuis 1948, on assiste à un exode massif des habitants des campagnes vers les villes, exode qui s'explique essentiellement par les salaires plus élevés que touchent les travailleurs de l'industrie.

Culture

55. En matière culturelle, l'attitude du gouvernement et du Parti communiste roumains alterne traditionnellement entre des périodes de relative tolérance et de contraignante orthodoxie. En général, chacun est censé se conformer aux normes du Parti, même si cette règle n'est pas toujours rigoureusement appliquée. L'obligation de faire preuve d'un esprit de parti en littérature et en art est fréquemment soulignée. Il ne semble guère qu'il y ait de symptômes d'un « dégel culturel » notable.

Situation religieuse

56. On estime que près de 80% des chrétiens roumains appartiennent à l'église orthodoxe grecque. Sur ce nombre on compte quelque 1.200.000 uniates grecs. L'Eglise uniate grecque, qui reconnaît la suprématie du pape, a été supprimée après la deuxième guerre mondiale. On pense que la plupart de ses fidèles se sont depuis lors ralliés à l'église orthodoxe grecque.

57. Le Chef de l'Eglise orthodoxe grecque en Roumanie, le patriarche Justinian, jouit d'une position exceptionnelle. A l'occasion de son 60ème anniversaire, en 1962, le Gouvernement roumain lui a adressé un cordial message de félicitations où il était déclaré que: « depuis la libération de notre pays, vous vous êtes consacré, avec le clergé de l'église orthodoxe roumaine, à des oeuvres de paix et à une politique de compréhension envers le peuple. Vos actions

sont toujours pleinement appréciées par les dirigeants roumains ».

58. Les catholiques roumains représentent quelque 10% de la population; les calvinistes 3,5% environ; les luthériens 2,5%; les baptistes 0,2%; les juifs 1,5% et les musulmans et adeptes de diverses autres religions approximativement 1,3%.

59. La propagande athéiste n'est pas aussi virulente en Roumanie que dans d'autres pays communistes d'Europe orientale, mais il n'en reste pas moins que le gouvernement et le Parti communiste roumains se servent systématiquement d'elle pour détourner les fidèles de leur religion, cette propagande s'adresse tout particulièrement à la jeunesse. La principale caractéristique de telles campagnes est l'augmentation récente du nombre des « brigades scientifiques athées » qui vont de village en village. Il semble que les personnes âgées ne soient pas aussi perméables à la propagande athée que la jeunesse, mais même en ce qui concerne cette dernière, les résultats de la propagande communiste ne semblent pas satisfaisants au regard des frais et des efforts qu'elle suppose.

Conclusions

60. Sur tous les points essentiels les controverses demeurent entre les deux côtés du rideau de fer. Néanmoins, l'évolution de ces dernières années a, sans aucun doute, provoqué une tendance certaine à la détente entre l'Est et l'Ouest. L'une des manifestations en est l'accroissement des échanges Est-Ouest. Aujourd'hui, après le changement de régime en Union Soviétique, il n'y a pas de raison de penser que de nouvelles améliorations dans les relations commerciales Est-Ouest seraient impossibles. Ainsi, on pourrait parvenir à une nouvelle détente et peut-être également à long terme, à une certaine libération des conditions politiques, même à l'intérieur des diverses nations qui composent le bloc oriental.

61. Dans ce contexte, l'évolution intervenue en Roumanie, dont le présent rapport trace les grandes lignes, ne peut manquer de présenter un intérêt particulier. Il apparaît que depuis deux ans la Roumanie s'est assurée un assez large degré d'indépendance, aussi bien économique que politique, dans ses relations avec l'Union Soviétique. Il est encore trop tôt pour expliquer avec précision les causes de cette évolution. Toutefois, les témoignages dont on dispose paraissent indiquer que les aspirations politiques de la Roumanie à une plus grande autonomie ont été suscitées par l'attitude critique de ce pays à l'égard du plan proposé par le COMECON pour la coordination des diverses économies nationales. En ce qui concerne la Roumanie, le résultat serait

certainement de retarder son processus d'industrialisation et, par conséquent, de rendre plus difficile l'élévation de son niveau de vie.

Rapprochement Est - Ouest

62. Il est probable également que l'antagonisme entre Pékin et Moscou a permis dans une certaine mesure à la Roumanie de poursuivre cette politique. Par ailleurs, on notera que la Roumanie semble désireuse de jouer un rôle de médiatrice entre les deux géants du monde communiste.

63. Il est évident que les dirigeants communistes de la Roumanie ont réussi à obtenir pour leur pays un degré appréciable d'autonomie au sein du bloc communiste. Depuis deux ans, les dirigeants roumains ont mis fortement l'accent sur une forme de nationalisme roumain afin d'assurer le soutien du peuple roumain à leur nouvelle politique. Néanmoins, ces dirigeants restent des communistes convaincus. Malgré les tentatives visant à développer le commerce avec le monde occidental, aucune mesure n'a encore été prise en Roumanie dans le sens d'une libération du régime politique intérieur.

64. Il serait souhaitable de renforcer les présentes tendances en faveur du développement des échanges entre l'Est et l'Ouest et de promouvoir des contacts plus larges et plus fréquents entre hommes d'affaires et industriels occidentaux d'une part et représentants des états communistes de l'autre. Il est vrai que des relations commerciales plus favorables avec l'Europe occidentale pourraient renforcer l'économie des pays de derrière le rideau de fer. Mais les bases d'une élévation du niveau de vie ainsi posées pourraient, à long terme, fournir le point de départ d'une structure économique plus libérale au sein de ces nations. Ce qui pourrait ensuite permettre une plus grande liberté de mouvements à leurs citoyens et une meilleure compréhension des principes fondamentaux qui inspirent les idéaux du monde occidental.

65. Les Etats du Conseil de l'Europe doivent donc oeuvrer de diverses manières en faveur d'une évolution dans ce sens, principalement à l'égard des pays de derrière le rideau de fer et, en particulier, de la Roumanie qui a récemment manifesté un indéniable intérêt pour le renforcement des relations entre l'Est et l'Ouest. Au moyen d'un échange plus régulier d'idées et de produits et par la création des conditions de libre distribution des journaux et des autres publications occidentales, les gouvernements occidentaux pourraient faciliter une meilleure compréhension des principes de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

INSTITUT INTERNATIONAL DES COMMUNICATIONS - GENES Octobre 12 16, 1965

XIII CONGRES INTERNATIONAL DES COMMUNICATIONS

Au mois d'octobre se déroulera à Gènes le XIIIe Congrès international des Communications, organisé par l'Institut International des Communications. Cette manifestation dont l'importance n'a cessé de croître est à coup sûr l'une de celles qui suscitent le plus d'intérêt dans le monde entier. Désormais des experts et des savants de tous les pays occidentaux s'y rencontrent pour des échanges de vues du plus haut intérêt. Nous donnons ci-dessous les thèmes des rapports qui seront présentés et les noms des rapporteurs venus d'Amérique, de France, d'Angleterre se joindre à leurs confrères italiens pour discuter des nouvelles et sensationnelles perspectives que le progrès a désormais ouvert aux communications mondiales.

sous le Haut Patronage de la Présidence
du Conseil des Ministres

Thème permanent du Congrès:

Facteurs actuels de progrès et d'interdépendance dans les Communications.

MARDI - 12 OCTOBRE

Discours d'ouverture par l'Ing. H. BUSIGNIES, Vice-Président et Directeur Général Technique de l'International Telephone and Telegraph Corp. New York, U.Y. sur le thème:

Télécommunications intercontinentales par satellites artificiels et câbles sous-marins, dans leurs aspects techniques, économiques, commerciaux et juridiques.

16 heures: Relations de Mr. J. V. CHARYK, Président de la Communications Satellite Corporation, Washington D.C., sur le thème:

La fonction des satellites dans les Communications mondiales.

Relations de l'Ing. Prof. Cesare OREMONA de l'Université de Rome, Président du Conseil Sup. de l'Aviation Civile, Rome, sur le thème:

Missiles et transporteurs pour la mise sur orbite des satellites pour les Télécommunications.

Relation par un expert du Bell System sur le thème:

Comparaison entre les télécommunications par satellites artificiels et par câbles sous-marins.

MERCREDI - 13 OCTOBRE

9 heures: Relation de l'Ing. R. J. HALSEY de la Cable and Wireless Ltd. - Londres sur le thème: **Développement et applications des systèmes de câbles sous-marins.**

Relation par Mr. Herbert H. SCHENCK de la United States Undersea Cable Corp. - Washington D. C., sur le thème:

Considérations économiques et commerciales sur les câbles sous-marins.

Relation par Mr. Loren A. BAILEY de la Page

Communications Engineers - Washington, D. C., sur le thème:

Moyens techniques pour la pose des câbles sous-marins.

16 heures - Relation de l'Ing. Luigi BONAVOGLIA, Directeur du Service Technique SIRT, Milano, sur le thème:

Etat actuel de la technique des Télécommunications et les tendances des développements dans le prochain futur.

JEUDI - 14 OCTOBRE

9 heures: Relation de l'Ing. Dott. Salvatore CIRINCIONE, Directeur Général du Lloyd Triestino, Trieste, sur le thème:

Evolution des constructions navales en Italie pendant les dernières 5 années.

Relation par l'Ing. Pierre SATRE, de l'Ecole Polytechnique de Paris, Directeur Technique Sud. Aviation, Paris, sur le thème:

L'Avion Concords, pour transport supersonique.

16 heures: Relation du 1er Commandant Ing. Francesco MARTINELLI, Président du Comitato Alitalia Supersonico, Rome, sur le thème:

Aspects et problèmes opératifs des Communications avec avions supersoniques.

VENDREDI - 15 OCTOBRE

9 heures: Discours par le Prof. Ing. Luigi BROGLIO, Directeur de l'Ecole des Ingénieurs Aéronautiques, Rome, sur le thème:

Résultat scientifique du satellite S. Marco

Relation par l'Ing. Prof. Amilcare POZZI, de l'Université de Naples, sur le thème:

Réalité et perspectives de la navigation humaine spatiale.

15 heures: Relations de l'Ing. Prof. Aimone JELMONI de l'Ecole Polytechnique de Milan, sur le thème:

Situation générale des communications routières en Europe.

Relation de l'Ing. Giovanni ROBERT, Conseiller d'Administration F.S., Rome, sur le thème:

Facteurs de progrès dans les Chemins de Fer et développement interdépendent avec les autres systèmes de transport terrestre.

Relation par le Prof. Matteo MATERNINI, de l'Université de Trieste, sur le thème:

Transport par voie d'eau intérieure.

SAMEDI - 16 OCTOBRE

Clôture du Congrès.

9 heures: Synthèse par le Cav. del Lav. Ing. Fedele COVA, Administrateur Délégué « Autostrade », Rome, sur le thème:

Facteurs d'interdépendance des Communications.

CASSA DI RISPARMIO DI GENOVA

L. 1.000.000

Après la libération du cardinal Beran

Antechrist en Tchécoslovaquie

par PAVEL ROVNY

— Par la stature le plus petit cardinal mais
un des plus grands par les vertus

Le 6 juin dernier, le cardinal Beran a célébré la messe au Baptistère de Florence devant une foule de fidèles accourus pour rendre hommage au prélat tchécoslovaque élevé à la dignité de la pourpre cardinalice par Sa Sainteté Paul VI.

On sait que cet éminent prélat fait partie de la foule des prêtres qui ont été persécutés par les communistes. Nous publions ci-dessous un article qui nous montre les conséquences désastreuses du matérialisme contre lequel il avait voulu s'insurger.

« Je désire tant venir te trouver » avait dit à Mgr. Beran, alors archevêque de Prague, Sa Sainteté Jean XXIII, dans la lettre qu'il lui adressa en 1963 et qui précéda de peu sa libération. En 1943, quand les Nazis avaient envahi la Tchécoslovaquie, Beran avait refusé de se soumettre à leurs directives. Il avait alors été emprisonné pendant trois ans à Dachau. En 1946 à la fin de la guerre, Pie XII le nomma archevêque de Prague. Il reçut à cette époque les plus hautes distinctions de la part de son gouvernement: croix de guerre, médaille de la Résistance. Puis le pouvoir passa aux communistes et, en 1949, Beran refusa de prêter serment à l'Etat. Eludant la surveillance de la police, du haut de la chaire de la Cathédrale, il dénonça publiquement les violences subies par l'Eglise. Dès lors il fut pratiquement aux arrêts dans le palais de l'Evêché. Puis, en 1951 il est déporté à Nove Rêve où il resta isolé du monde jusqu'en 1963. A cette date, le gouvernement de son pays décida de le libérer, mais c'est à l'ancien archevêque, au « docteur » Beran qu'est rendue la liberté.

Le Saint-Siège, en l'accueillant à Rome, a voulu faire cesser le calvaire souffert pendant douze ans par un des plus fidèles serviteurs de l'Eglise et du Christ.

Igni tradiderunt sanctuarium tuum, profanarunt in terra tabernaculum nominis tui. PS. 73 A.

Depuis le mois de février 1948, la date du putsch communiste en Tchécoslovaquie, les habitants vivent une longue nuit, même si les jeunes générations inexpertes qui ne connaissent rien d'autre que le monde où elles vivent, ne s'en rendent pas compte. Le nouveau cours de la politique économique du régime actuel n'est pas, à dire vrai, le retour à la liberté politique, à la restauration de toutes les libertés

sanctionnées par la Déclaration des droits de l'Homme, mais même ceux qui n'aiment pas les proclamations rhétoriques comprennent que, désormais, le peuple et le pays sont arrivés à un tournant.

Les tchèques et les slovaques ont été longtemps dominés par la terreur, le mensonge, les abus de tout genre, mais ils n'ont jamais perdu courage. La haine de classe — entre des hommes qui

sont tous fils de Dieu — prôchée avec acharnement pendant 17 ans par les fanatiques de la terreur a donné tous ses fruits mais n'a plus de vigueur. Le Bien, ignoré, moqué, commence, dans le silence, à se faire valoir. Les années d'esclavage de la domination moscovite ont engendré chez tous ceux qui se souviennent d'autres temps, révolte et mépris.

Contre la religion

De toute évidence, en Tchécoslovaquie comme ailleurs, le matérialisme entendu comme doctrine officielle, intolérante, devait, avant tout, se déchaîner contre la religion. Le matérialisme d'une part et le spiritualisme de l'autre, ne peuvent coexister pacifiquement. C'est pure illusion de croire qu'on peut vivre en paix aux cotés d'un matérialisme expansionniste et agressif.

On ne pactise pas avec le diable.

De gros moyens financiers furent consacrés en Tchécoslovaquie à la lutte antireligieuse, et des flots d'encre furent versés. Comme toujours, et comme en Russie soviétique, le régime communiste se montra incohérent dans son action, sans que l'on pût jamais prévoir comment il agirait et réagirait. La Constitution de la république socialiste tchécoslovaque garantit aux citoyens la liberté religieuse mais, en même temps, l'organisation gouvernementale et la propagande font tout pour la saboter. L'enseignement de la religion dans les écoles élémentaires — et non seulement de la religion catholique — est considérablement entravé, pratiquement rendu impossible, les processions religieuses en plein air sont interdites, beaucoup de prêtres — jusqu'à une époque récente groupés autour de l'archevêque Mgr. Beran — étaient et sont encore en prison ou en exil, et nombre

d'entre eux, avec des religieux et des religieuses, sont contraints de travailler par le régime, soit comme ouvriers, manoeuvres ou chauffeurs et autres métiers d'aussi peu de prestige. Sauf de très rares exceptions, les auteurs d'ouvrages de littérature religieuse sont dans l'impossibilité de se faire imprimer de même que se trouvent à l'index toutes les publications ayant un caractère spirituel ou mystique, et jusqu'aux ouvrages traitant de parapsychologie ou autres sciences qui ne sont pas orientées vers le matérialisme le plus exclusif.

Mais c'est la Chine catholique qui constitue le principal objectif des attaques de la furie communiste. Par contre les sociétés religieuses évangéliques mineures, telles que les Unitariens et autres sectes analogues sont relativement épargnées par les persécutions. En marge, et presque dans la clandestinité vivent des sectes telles que les Jehovistes.

Aussi bien à l'intérieur du Pays que dans les milieux qui vivent en exil à l'étranger, les Tchecoslovaques commencent à entrevoir les terribles conséquences de l'indifférence religieuse et du matérialisme philosophique et pratique qui pénétra d'abord dans le Pays par l'entremise de la culture occidentale. Ce poison avait déjà corrompu la société de la première république du Président Masaryk. Un écrivain qui vit en exil, Ladislav Radimsky déclare dans la revue bohème *Novy Zivot* (Rome, janv. 65): « J'espère que finalement nous commençons à faire notre examen de conscience et à comprendre la faute que nous avons commise quand déjà au début du siècle, nous n'avons pas su résister à l'envahissement de la vague anti-métaphysique qui préparait en sourdine mais inéluctablement la catastrophe communiste... ».

Où en est donc l'héritage de l'éducation athéo-matérialiste de ces dernières dix-sept années? A chaque pas nous constatons ses conséquences néfastes. Beaucoup de jeunes gens, aujourd'hui, en Tchécoslovaquie, sont séduits par

des doctrines perverses, démontrent une absence totale de sens moral, s'insurgent contre les vieilles valeurs de la civilisation. Le régime actuel s'efforce de remplacer l'éducation religieuse ou en tout cas d'orientation spiritualiste de jadis par quelque chose de nouveau, quelque sous-produit marxiste. Il aurait besoin de quelque chose d'analogue au Décalogue de Moïse ou au discours sur la Montagne. Un besoin urgent, tout comme Voltaire avait besoin que son tailleur soit croyant afin de ne pas être tenté de dérober ses clients. Aussi les idéologues soviétiques commencent-ils à se consulter pour trouver quelque ersatz d'ordre moral et spirituel. Mais comment faire? Emprunter, en bloc, l'éthique chrétienne? Jamais de la vie: qu'en diraient Marx, Engels et Feuerbach? Après un pénible labeur, les marxistes ont fini par élaborer une lourde mixture. Selon les principes de ce qu'ils appellent la « morale socialiste » l'ouvrier ne doit pas voler, non parce que Dieu le défend, mais parce que le vol pourrait nuire au système du capitalisme d'Etat (qui est plus capitaliste, plus égoïste et plus tyranniquement exploiteur que n'importe quel capitalisme qui ait jamais existé à la surface du globe). Ce simulacre de morale végète bien entendu, dépourvu de racines, insupportable plagiat de l'éthique universelle et surtout de la morale chrétienne dont il n'est qu'une

sorte de décoction affaiblie, une version à l'eau de rose.

D'où veulent-ils donc, ces communistes assoiffés du sang de leurs victimes, instigateurs de la haine de classe, d'où veulent-ils donc tirer les normes de la loi morale éternelle? L'unique source de la loi morale est Dieu. Mais Dieu a été détrôné par les communistes qui ont hissé à sa place leurs piètres idoles, leur néfaste idéologie camouflée en bien-être social, le bien-être d'une seule catégorie, la leur. On se demande comment ils peuvent encore espérer ancrer la morale moderne à un facteur aussi contingent et versatile que la conscience de classe en l'assujettissant à un système matérialiste que le progrès condamne inexorablement à une fin misérable. En effet quand, grâce aux progrès de l'automation, la classe ouvrière disparaîtra de la face du globe, quel ordre nouveau de vront-ils bâtir et où iront-ils en chercher les fondements?

Non, nous autres, les hommes clairvoyants d'un pays temporairement occupé par le communisme soviétique, nous croyons à la morale du Christ, à l'éthique du Samaritain et de l'amour du prochain, aussi vrai, aussi spontané qu'il y a deux mille ans et qui, à lui seul suffirait à garantir une société libre, sans guerres, sans misère et sans injustice sociale, opposée à toutes les formes du mal.

Les paroles éclairées du fondateur de la première république tchécoslovaque, une république vraiment démocratique, celle-là, les paroles de Tomàs Garrigue Masaryk nous servent toujours de guide: « *Le commandement de l'amour du prochain, proclamé par Jésus, suffit pour régler les rapports d'homme à homme. L'amour, le véritable amour, est activité, travail, collaboration, création pour les autres et pour soi-même. L'amour du prochain est dans le plan du monde, la société humaine est basée sur l'amour. Ma foi est l'amour du prochain, l'amour efficace, la révérence devant Jésus et devant Dieu.* ».



LES VILLES D'EUROPE toujours plus proches

Les nouveaux horaires des Chemins de fer fédéraux qui sont entrés en vigueur le 30 mai, ont apporté toute une série d'innovations et de modifications se répercutant sur l'ensemble du réseau européen. Ces mesures ont pour résultat de permettre de gagner plus rapidement non seulement les grandes cités allemandes, mais aussi les autres villes d'Europe. C'est ainsi que les effets de l'électrification croissante des lignes de l'Allemagne septentrionale, notamment sur les tronçons Hambourg-Hanovre, Hagen - Siegen - Glessen - Francfort, Wurtzbourg - Ansbach - Treuchtlingen et Moenchengladbach - Neuss, sont particulièrement sensibles. En effet, grâce à la traction électrique, on enregistre sur le trafic nord-sud des gains de temps allant de 36 à 110 minutes, qui réduisent sensiblement la durée des voyages vers la Suisse et l'Italie.

Parallèlement les trois trains rapides à longue distance: « Rheingold » (qui maintenant pousse jusqu'à Genève, via Berne et Lausanne), « Rheinpfel » et « Blauer Enzian », ont été transformés en « T.E.E. » (express transeuropéens).

Des améliorations ont été aussi apportés aux communications avec l'étranger. Le « Schaulinsland », qui reliait jusqu'ici Francfort à Bâle, sera prolongé jusqu'à Milan sous le nom de « Metropolitano ». Durant tout l'été un nouveau convoi — dit D-190/191 — circulera entre Francfort et Strasbourg, avec des voitures directes pour Port-Bou et Vintimille. Le train D-358/357fi reliant Dortmund à Ratisbonne, poursuivra son chemin jusqu'à Vienne, tout en comprenant des voitures dirigés vers Innsbruck, si bien que chaque fin de semaine existera une liaison directe Dortmund-Munich. Enfin, un wagon direct est introduit entre Paris et Prague via Francfort.

PARTENAIRES DU PROGRES

37 Pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine ont, jusqu'ici, annoncé leur participation à l'exposition dite « Partenaires du progrès » qui, cette année encore et pour la quatrième fois, sera organisée dans le cadre de l'exposition industrielle allemande de Berlin, prévue du 22 septembre au 3 octobre 1965. A côté des 35 Etats qui avaient déjà prêté leur concours à de précédentes éditions de cette manifestation, on notera, pour la première fois, la participation du Maroc et de la Tunisie. Ces deux pays sont les seuls des 13 membres de la Ligue Arabe à avoir répondu à l'invitation berlinoise.

Alors que les années précédentes cette exposition mettait plus particulièrement l'accent sur un continent donné, cette fois, le thème général en sera « l'importation ». Les organisateurs veulent ainsi souligner davantage que cette manifestation est destinée à permettre l'établissement de relations économiques entre les pays participants.

Le nombre des inscriptions recueillies montre bien l'importance accordée à cette exposition par les pays en voie de développement. Cette tendance découle d'ailleurs du fait que la question

de l'aide au développement, ainsi que tous les problèmes qui s'y rapportent, sont traités à Berlin d'une façon unique dans les annales des foires internationales. Comme par le passé, les pays d'outre-mer pauvres en devises bénéficieront d'un soutien officiel allemand leur facilitant une participation qui à son tour leur permettra de prospecter le marché allemand et de recueillir des indications sur les possibilités d'élargissement de leurs exportations.

Cette exposition, répartie entre deux halls de la foire de Berlin et les terrains entourant la tour de la radio, occupera une surface totale de 13.000 mètres carrés soit une superficie supérieure de plus de 50% à celle qui lui avait été consacrée en 1964. Le secteur qui tiendra la vedette sera celui où d'importantes firmes industrielles allemandes fourniront des exemples de collaboration avec des pays en voie de développement. Diverses organisations internationales, comme la Communauté économique d'Amérique centrale, la F.A.O., ainsi que les commissions de l'O.N.U. pour l'Afrique et l'Extrême-Orient, disposeront également de stands dans le cadre de cette manifestation.

bulletin européen

Fondateur: CONSTANTIN DRAGAN - Directeur responsable: GIORGIO DEL VECCHIO
Direction Rédaction Largo Chigi, 19 - ROME
Tél. 671.260

ABONNEMENTS

Italie Lires 2000 | Etranger Dollars 3,—
ABONNEMENT D'HONNEUR - 5000 | ABONNEMENT D'HONNEUR 10.—
c/c postale Roma N. 1/16290

Ente Civile Universitas Personarum Dragan - Venezia

Registr. Trib. Rome No. 2840 du 15/12/1951
STUDIO TIPOGRAFICO - P. DEL POPOLO, 3 - ROMA

bulletin européen

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME
R O M E

ont collaboré...

Konrad ADENAUER, Alexandre ARGYROPOULOS, Karl ARNOLD, A. BALLEYGUIER, G. W. de BALZAC, Edward BEDDINGTON BEHRENS, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, John BIGGS-DAVISON M.P., Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Henri BRUGMANS, Roul BOSSY, Thomas W. BRADEN, Pietro CAMPILLI, Giuseppe CARON, Edward CARRAN, Nino CASCINO, René CASSIN, L. E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, A. DECLICH, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, Carlos DE MONTOLIU, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIADE, G. van ESBROECK, W. N. EWER, Enrico FALCK, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul GACHE, Grégoire GAFENCO, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, A. V. GIARDINI, Guido GONELLA, W. A. 't HART, Wladimir IONESCO, Stefano JACINI, Jerzi JANKOWSKY, Jacques DE JONG, G. KALLAY, Jacques KAYSER, Stanislav KOUTNIK, Pierre de LANUX, LARS J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Edouard LUDWIG, Harold MACMILLAN, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, Francis DE MIOMANDRE, Manlio MISEROCCHI, Umberto MONICO, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Pier Fausto PALUMBO, Giuseppe Ugo. PAPI, A. PAPLAUCKAS RAMUNAS, Giuseppe PELLA, Giovanni PERSICO, Pedro José PINILLOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Peter RATAZZI, Gonzague de REYNOLD, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Louis ROUGIER, Rémy ROURE, Lucien de SAINTE-LORETTE, A. G. SAMOY, Carlo SFORZA, André SIEGFRIED, Jacques TREMPONT, Georges USCATESCU, Pierre VINOT, Raymond WARNIER, Rivington R. WINANT, S.H.C. WOOLRICH, Paul Van ZEELAND.